



Bulletin de Débat

N° 4 – 29 janvier 2015

Assemblée constitutive d'*Ensemble!* 30 ; 31 janvier et 1^{er} février à Bobigny

Au sommaire :

- Page 2 :** A propos de l'antisémitisme. *Robert Hirsch*
- Page 3 :** Après janvier 2015, quelle lutte contre les racismes ? *Robert Hirsch*
- Page 4 :** Racisme ou Islamophobie ? *Rafiq Qnouch*
- Page 7 :** Construire l'hégémonie : Oui, mais comment ? *Jules Lavalou (Paris, Secteur Jeunes)*
Aliaume Couchard (Clermont-Ferrand, Secteur Jeunes)
- Page 9 :** Fonctionnement, et si on parlait de notre bilan commun ? *Samy*
- Page 11 :** Ligne de crête. *Manue Johsua (Marseille), Ingrid Hayes (Paris)*
- Page 12 :** Quelques remarques critiques... *Emre Ongun Paris 19, Olivier Mollaz Paris 18*
- Page 14 :** Contribution fonctionnement *Ensemble ! Grenoble*
- Page 15 :** Contribution fonctionnement *Ensemble ! Sarthe*
- Page 16 :** Déclaration de l'Association des Communistes Unitaires
- Page 17 :** Après le 11 janvier, quelle initiative ? *François Calaret*
- Page 18 :** quelques éléments de réflexion après 11 janvier. *Pascal Gueranger*
- Page 19 :** A propos d'organisation et de fonctionnement. *Pierre Zarka*
- Page 21 :** Quel antiracisme ? Comment ? Propositions. *Emre Ongun*
- Page 23** Amendements à la Résolution Fonctionnement. *Collectif Charente-Maritime (17) et 86*
- Page 24** Propositions pour un Fonctionnement rationnel et efficace d'ENSEMBLE. *Contribution du secrétariat de la FASE :*

A propos de l'antisémitisme

Robert Hirsch

L'antisémitisme connaît aujourd'hui un renouveau attesté par les événements des dernières années : Toulouse, Bruxelles, Vincennes. A côté des antisémites traditionnels de l'extrême droite, qui n'ont pas désarmé, de nouveaux milieux ont été touchés à partir de 2000 dans les quartiers populaires. Une partie des jeunes de ces quartiers se sentent, à juste titre, discriminés, et retournent leur mal-être lié à l'oppression sociale contre les Juifs, qui, eux, auraient « réussi ».

La situation dramatique faite aux Palestiniens, auxquels s'identifient un certain nombre de jeunes de banlieue, joue un rôle dans ce phénomène. Elle est surtout le déclencheur d'un antisémitisme social. Mais cette assertion renouvelée d'un lien entre les Juifs et l'argent, n'est pas l'apanage de cette jeunesse. On la trouve aussi à l'extrême-droite et à l'ultra - gauche. Cet antisémitisme économique ou « socialisme des imbéciles » comme le nommaient Engels et Bebel est de plus, dans ces milieux, souvent lié à l'idée de complot sioniste pour la domination mondiale. Si cet antisémitisme comporte des particularités et se différencie de l'antisémitisme traditionnel du XIX^{ème} siècle ou des années trente, notamment en fonction des événements internationaux, il en emprunte la plupart des poncifs.

Depuis, d'autres milieux que celui des quartiers populaires sont venus amplifier ce phénomène, comme le montre le soutien à Dieudonné et l'affluence à ses « spectacles ». Ce sont souvent des jeunes, révoltés, lassés par les discours institutionnels sur la Shoah, notamment celui de l'école, souvent peu cultivés. Un milieu extrêmement masculin. La « quenelle » a même pris dans le mouvement syndical. C'est extrêmement inquiétant. Dieudonné en est maintenant passé à une quasi apologie du nazisme. Nous appelons donc à la mobilisation partout où passe Dieudonné.

Ce milieu est marqué par les théorisations de Soral, qui ressortissent d'un antisémitisme classique. Se situant clairement dans la lignée du fascisme, il tente de mobiliser les pauvres, les exclus et utilisant certains symboles de la gauche radicale (voir la page d'accueil de son site). Le premier fascisme, les nazis lors de leur marche vers le pouvoir pratiquaient ainsi.

Si nous nous gardons bien de confondre antisémitisme et antisionisme, - il nous faudra définir ce dernier terme avec la rigueur nécessaire -, il faut tout de même constater que le renouveau de l'antisémitisme s'est accompagné de mots d'ordre, produits de la concurrence des mémoires, assimilant Israël au nazisme et la répression des Palestiniens au génocide juif. Historiquement fausses et politiquement dangereuses, ces assimilations doivent être dénoncées tout aussi vigoureusement que nous combattons la propagande du CRIF, qui assimile tous les Juifs à l'Etat d'Israël, ce qui attise l'antisémitisme.

Les gouvernements successifs n'ayant pas eu la même attitude dans la condamnation des diverses formes de racisme, l'antisémitisme étant condamné plus nettement, il importe de lutter contre ce 2 poids 2 mesures catastrophique. Mais il ne faut pas faire un 2 poids 2 mesures à l'envers, qui considérerait que les Juifs ne sont pas victimes d'oppression. Evidemment, dans la France d'aujourd'hui, il est plus simple d'être juif que rom. Evidemment, les Juifs ne subissent pas les discriminations qui pèsent sur d'autres minorités. Mais l'oppression, ce n'est pas que cela : aujourd'hui, les Juifs peuvent avoir peur que ne reviennent les moments terribles. Dans la représentation que se font les Juifs, les assassinats de Toulouse, de Bruxelles ou de la porte de Vincennes, peuvent apparaître comme une reprise du travail que les nazis ont été obligés d'interrompre. C'est cela qui explique, en partie au moins, car le phénomène est plus complexe, les départs vers Israël pour plus de sécurité (multipliés cette année par 8 par rapport à 1999), ce qui est évidemment aberrant ! Même si toute la communauté juive ne le ressent pas forcément ainsi, il n'est pas possible de faire l'impasse sur le point de vue des concernés. Traiterait-on du racisme aux USA sans se préoccuper de ce qu'en pensent les Noirs ?

Tenant compte de cette situation, agissant contre l'antisémitisme comme contre toutes les autres formes de racisme, nous nous mobiliserons contre tous les actes antisémites, d'où qu'ils viennent. Nous ne céderons pas au chantage qui voudrait nous faire renoncer à manifester notre soutien au peuple palestinien par peur de l'antisémitisme. Mais nous veillerons à ce que les appels et le déroulement des manifestations ne comportent pas de dérives antisémites.

Après janvier 2015, quelle lutte contre les racismes ?

Robert Hirsch

Les événements que nous venons de vivre ont donné lieu à beaucoup de commentaires à chaud, parfois trop rapides et trop nombreux, notamment les miens. C'était sans doute inévitable, vu ce que représentait Charlie et ce que peut signifier l'assassinat de Juifs. Après l'émotion, une réflexion de fond s'avère nécessaire.

D'abord, à propos de Charlie et des caricatures. En premier lieu, il convient de préciser que c'est par solidarité avec le journal danois menacé qu'elles furent publiées. Ensuite, Charlie est un journal satirique d'anars, qui ne se fixent pas de limites et sont très branchés sur l'anticléricalisme, dans la tradition libertaire française, souvent très violente envers le Christianisme. Après, on peut penser, c'est mon cas, qu'il n'était pas forcément opportun de faire de telles caricatures dans le contexte, mais en aucun cas Charlie n'était et n'est un journal raciste ou islamophobe. L'affirmer est inadmissible et ne devrait pas être le fait de militantEs progressistes. D'autre part, la liberté d'expression totale, particulièrement celle de blasphémer, allant avec la laïcisation de la société, sont des acquis des Lumières et de la Révolution française qui constituent un socle pas seulement valable pour l'Europe, mais que nous considérons, à l'exemple des fondateurs du marxisme, comme universellement progressiste.

Les rassemblements, marches, manifestations qui ont suivi ces événements (Charlie, la policière, les Juifs de la supérette) n'ont pas été marqués par l'amalgame terroristes – musulmans qu'ont pratiqué les tarés fascistes qui se sont attaqués à des mosquées. Quelles que soient les manœuvres pour les détourner, ces démonstrations, les plus massives depuis la Libération en général, ont manifesté l'attachement à la liberté, notamment celle de la presse, l'attachement aux fondements de la démocratie. Le retentissement international de cette mobilisation a été tout à fait extraordinaire (à ne pas confondre avec la brochette de chefs d'Etat du 11 janvier). Tout cela témoigne du lien conservé, pas toujours évident, avec l'héritage de la Révolution française. De ce point de vue aussi, le FN et ses idées étaient hors circuit, malgré les tentatives de Marine Le Pen pour le replacer. La France Fhaine n'était pas dans la rue le week - end des 10 - 11 janvier (ou alors elle était bien cachée !). Il fallait donc y être et ENSEMBLE ! l'a fait, contrairement à d'autres, qui se sont discrédités.

Après le 11 janvier, au – delà du nécessaire mouvement social, indispensable, la question du vivre ensemble, de la lutte antiraciste sont plus que jamais centrales. Il convient de réaffirmer qu'il y a une réponse universelle au racisme, c'est son rejet absolu, mais il y a bien des racismes, avec des racines diverses, et donc des pédagogies différentes. Il convient de ne pas hiérarchiser, même s'il est certain qu'à un moment donné telle ou telle communauté se trouve davantage menacée, que telle communauté vit mieux qu'une autre... Mais hiérarchiser, comme l'ont fait certains en mettant en avant l'islamophobie présente des risques de division importants.

Divers courants aujourd'hui ne prennent en considération que le racisme utilisé par les gouvernants selon les moments. Certains parlent même de racisme institutionnalisé, voire de racisme d'Etat. Il convient d'ailleurs de rejeter ce dernier terme, valable, hormis le nazisme bien sûr, dans le cas de l'Apartheid sud-africain ou de la situation des Etats du Sud des Etats – Unis dans les années soixante (et avant) par exemple. Pas, heureusement, de la France d'aujourd'hui. Les Roms sont victimes, bien évidemment de cette utilisation du racisme en période de crise, le discours de Grenoble de Sarkozy, certaines déclarations de Valls relèvent de cette catégorie. Il n'y a pas de discussion me semble-t-il à ce propos.

Plus de débats, par contre, par rapport à l'islamophobie. Ce terme, proposé par les uns, a été, et est encore, rejeté par d'autres, craignant qu'on l'assimile au refus de toute critique de la religion musulmane. Il me semble qu'on doit l'utiliser, ou bien celui de racisme contre les Musulmans. Pourquoi ? Le racisme anti-arabe est une donnée forte de notre société, accentué par la Guerre d'Algérie. Il est un des socles essentiels de la force du Front National. Mais il ne suffit pas à décrire le phénomène. La notion de « guerre des civilisations », impulsée par les islamistes et reprise par l'impérialisme inclut une dimension religieuse. Les « théorisations » à la Zemmour aussi. Et ce rejet de l'Islam s'inscrit dans une histoire longue, ce n'est pas pour rien que les identitaires avaient choisi Poitiers pour occuper une mosquée en construction. Rappelons-nous comment fut enseignée la mort de Roland à Roncevaux avec une immense armée arabe – musulmane alors que l'on savait depuis longtemps qu'il s'agissait de montagnards basques. Rappelons-nous comment les Croisades furent enseignées... Donc islamophobie, ou un terme approchant il y a, et il faut lutter contre. Tout en continuant à critiquer les religions, dont l'Islam, notamment dans leurs aspects régressifs contre l'émancipation des femmes, des homosexuels.

Par contre, il ne faut pas tomber dans la théorisation à la mode selon laquelle l'islamophobie aurait remplacé l'antisémitisme. D'une part parce que les déterminations de ces deux racismes ne sont pas les

mêmes (l'antisémitisme ne suppose pas seulement le mépris des pauvres immigrants juifs, mais aussi l'envie à l'égard des Juifs aisés). D'autre part, parce que l'antisémitisme n'a pas disparu, y compris dans les extrêmes droites européennes, qui l'utilisent encore, certaines lui préférant effectivement l'islamophobie.

L'antisémitisme, venons-y. Le débat dure depuis le début des années 2000, la tendance dominante dans la gauche radicale est de le relativiser, voire de le nier. Les assassinats récents tendent à faire évoluer ce positionnement. Mais ils ne suffisent pas toujours. Il est frappant qu'au-delà de l'émotion les meurtres d'enfants juifs à Toulouse n'aient pas suscité, à part dans la ville même, de mobilisations significatives. Que se passe-t-il à ce sujet ? La situation au Moyen-Orient joue effectivement un certain rôle, nombre de jeunes de banlieue s'identifiant aux Palestiniens. Mais ce n'est pas la seule explication : avant 2000, ils ne s'intéressaient guère à la question palestinienne. Que l'on se rappelle leur absence aux manifs de soutien à la Palestine, où nous étions bien peu nombreux. La question palestinienne joue son rôle aujourd'hui parce qu'elle se trouve en corrélation avec la crise sociale. Une partie des jeunes qui s'identifient aux Palestiniens, se sentent, à juste titre, discriminés et retournent leur mal-être lié à l'oppression sociale contre les Juifs, qui, eux, ont « réussi ». On se trouve devant ce que Bebel et Engels, au XIX^{ème} siècle ont appelé « l'antisémitisme, le socialisme des imbéciles ». Ce renouveau d'antisémitisme a été facilité par les mots d'ordre assimilant Israël au nazisme et la répression des Palestiniens au génocide juif. Ces aberrations, historiquement fausses et politiquement dangereuses, n'ont pas été combattues par la gauche radicale comme elles le furent dans les années 70. Certains, en son sein, furent même parfois tentés de les reprendre à leur compte. Depuis, d'autres milieux sont venus s'ajouter à ce « socialisme des imbéciles », comme le montre le phénomène Dieudonné : il n'y a pas que des Noirs et des Arabes à ses spectacles, loin de là. Ce sont souvent des jeunes, peu cultivés, révoltés, lassés par les discours institutionnels sur la Shoah, notamment celui de l'école. Un milieu extrêmement masculin. Sans compter l'extrême droite, toujours sensible à l'antisémitisme, même si, tactiquement, elle ne l'utilise pas aujourd'hui.

A propos de ces diverses formes de racisme, sommairement analysées ici, certaines sont plus institutionnelles que d'autres et l'Etat, les gouvernements successifs n'ont pas la même attitude par rapport aux unes et aux autres, l'antisémitisme étant condamné plus nettement. Et il importe de lutter contre ce 2 poids 2 mesures catastrophiques. Mais il ne faut pas faire un 2 poids 2 mesures à l'envers comme la gauche radicale a eu tendance à le faire ces dernières années, niant ou négligeant l'antisémitisme. Evidemment, dans la France d'aujourd'hui, il est plus simple d'être juif (et d'ailleurs aussi musulman), que rom. Evidemment, les jeunes Arabes de banlieue subissent des discriminations que les jeunes Juifs ne subissent pas. Mais l'oppression, ce n'est pas que cela : aujourd'hui, les Juifs ont peur que ne reviennent les moments terribles. Pour eux, ce que font les assassins, à Toulouse, à Bruxelles ou porte de Vincennes, c'est reprendre le travail que les nazis ont été obligés d'interrompre. Parce que, comme le dit l'historien Georges Bensoussan, « en chaque juif, fut-il le plus éloigné du génocide par l'histoire, par la géographie et par l'âge, la confiance dans le monde a été brisée ». C'est cela qui explique par exemple les départs vers Israël pour plus de sécurité (multipliés cette année par 8 par rapport à 1999), ce qui est évidemment aberrant ! Et en ce qui concerne le racisme, le point de vue des concernés a tout de même une certaine importance. Traiterait-on du racisme aux USA sans se préoccuper de ce qu'en pensent les Noirs ?

Pour conclure, la lutte contre tous les racismes doit être à l'ordre du jour, avec la même intensité, la même détermination. Sachant que le meilleur antidote à ces poisons repose dans le mouvement social. Au moins, un accord sur l'essentiel du mouvement antiraciste serait un premier pas pour enrayer la division et les affrontements actuels.

Contribution au débat : Racisme ou Islamophobie ?

Rafiq Qnouch

Suite aux événements qui ont conduit à l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo et à la tuerie antisémite de Porte de Vincennes, j'ai décidé de rédiger cette première contribution afin de participer au débat qui doit avoir lieu entre nous sur les questions relatives à l'islamisme radical, le fascisme vert, la laïcité et l'antiracisme.

Nous avons connu l'horreur des attentats en plein Paris contre des caricaturistes parce que représentant la liberté d'expression, contre des flics pendant l'exercice de leur travail et contre des juifs parce que juifs. Une certitude se dégage : Plus rien ne sera comme avant le 7 janvier 2015.

Dire cela ne répond pas à la question principale qui nous est posée : Dans quelle direction ira l'indignation populaire suscitée par ces attentats ? Vers une volonté de plus de démocratie, plus de tolérance

et de refus des amalgames ? Ou vers un racisme exacerbé envers les citoyens issus des cultures de l'islam, avec en prime une montée en flèche de l'extrême droite ?

Pour le moment et même si l'équilibre reste très fragile, les réactions d'une large partie de la population tendent plus ou moins vers la première option. Les manifestations immenses du 11 janvier ont témoigné d'une volonté massive du « vivre ensemble ». N'en déplaise au FN et à toute la galaxie fachoïde.

Néanmoins, nous ne sommes absolument pas à l'abri d'un retournement de l'opinion et les jours à venir seront décisifs de ce point de vue là.

Islam, Islamisme et Islamophobie

Tout d'abord, il faudrait que nous nous mettions d'accord sur ce que l'on met derrière le terme « Islamophobie ». Est-ce que cela suppose qu'il existe aujourd'hui en France une oppression spécifique envers une partie de la population identifiée à tort ou à raison comme étant musulmane ? Evidemment. Personne ne pourrait le nier.

Par ailleurs, il serait totalement erroné de croire que « l'inquiétude » au sujet de l'islam et des musulmans de France ne concerne que les familles idéologiques de droite et d'extrême droite. Cette question est désormais un vrai fait de société qui transcende plus ou moins les marqueurs politiques et qui n'est absolument plus sensible aux discours moralisateurs ou accusateurs.

La société française et européenne sont marquées par un discours qui considère que le « terrorisme » islamiste n'est que le symptôme d'une religion violente, basée sur la « chariâa » et qui s'exprime entre autres par le biais du Djihad. Cette position se construit souvent par ressentiment et n'est étayée par aucune argumentation cohérente. Ce sentiment aussi irrationnel soit-il est devenu le discours dominant et politiquement correct. En substance, tout musulman est supposé « louche », fanatique et obsédé par l'idéal d'une France convertie. Cette parole est représentée par des théoriciens, régulièrement invités sur les plateaux télévisés. Ils incitent –de manière très hypocrite d'ailleurs- les musulmans à se désolidariser des terroristes et leur demandent de prouver qu'ils sont de « bons » français en participant aux manifés de solidarité avec Charlie.

Les faits sont pourtant têtus, les français d'origine « musulmane » sont bien plus « intégrés » que ce que les médias, les partis politiques de droite et d'extrême droite voudraient le faire croire. L'influence du discours islamiste quant à elle reste marginale en France, même si elle progresse auprès des jeunes des milieux populaires.

Considérer que les « musulmans » ne condamnent pas suffisamment les attentats relève du mensonge éhonté. La majorité écrasante de ces populations a condamné et regretté les attentats, elle a participé à la manifestation du 11 janvier et vit en outre une situation particulière : celle de la peur des amalgames et des représailles qui peuvent en résulter.

Ce qui se cache derrière cette injonction en réalité (on y arrive enfin !) c'est la supposition selon laquelle il existe une extrême communautarisation des musulmans en France.

Le comble c'est que ceux qui dénoncent ce présumé communautarisme, sont les mêmes qui demandent à la « communauté » musulmane de se désolidariser des djihadistes ! Le summum de l'hérésie !

Pourtant, il n'existe pas à l'échelle nationale de communauté musulmane. Il peut y avoir un phénomène communautaire dans certaines localités/ghettos, mais le phénomène est assez marginal dans notre pays.

Il n'y a pas non plus d'organisation sociale en tant que communauté musulmane en France, pas de groupe de pression musulman (et encore moins un lobby), pas de vote musulman, pas de projet de parti de musulman (désolé Houellebecq !) et à peine dix écoles confessionnelles musulmanes sur tout le territoire français.

Bref, cette communauté n'existe pas ou alors dans le fantasme et l'hystérie des personnes et des partis qui veulent absolument faire croire que l'islam est un problème. Ils cherchent ainsi à récolter les fruits de ce poison du racisme qui est distillé par les gouvernements successifs.

Attention : Tout est complexe en la matière !

Se pose à nous alors un nouveau problème de taille quand nous voulons dénoncer l' « islamophobie ». Comment savoir qui est musulman et qui ne l'est pas sans tomber dans le piège de la simplification et l'essentialisation ?

Derrière cette obsession de l'islam, n'y a-t-il pas tout simplement un racisme anti-maghrébin caché ?

Répondre à la seconde question permettra de s'approcher d'une réponse « honnête » à la première.

Il est évident que le racisme touche en France aujourd'hui en premier lieu les populations d'origine maghrébine. Comme il touche d'abord les Turcs en Allemagne, les Indiens et les Pakistanais en Angleterre, les Afro-américains et les Latinos aux Etats-Unis, les Russes en Finlande... A priori, rien de commun entre

ces différents groupes de populations si ce n'est qu'elles sont majoritaires parmi les minorités visibles de ces différents pays.

Les raisons de ce constat sont multiples et les développer (y compris par des études statistiques) serait un travail à part entière. Néanmoins, les xénophobes et les racistes en France crachent en réalité leur haine non pas sur l'Islam, mais sur les « Arabes ».

Les « Arabes »... Encore une aberration de langage. Admettons plutôt le terme « maghrébin ».

Les maghrébins sont divers : Africains, Arabes et Amazighs (Berbère étant là aussi un terme colonial et péjoratif), bien souvent les deux d'ailleurs. Souvent français, parfois étrangers, avec ou sans papiers.

Pour l'imaginaire collectif raciste et colonialiste, ils représentent symboliquement la fin de la puissance impériale française, la perte de l'Algérie et la raclée qu'ils y ont reçue.

Pour le raciste/xénophobe, vivre dans le même immeuble que des maghrébins partageant la même citoyenneté, les mêmes droits et parfois les mêmes aspirations sociales est tout simplement inadmissible. Pour lui, l'égalité est une insulte.

Ont-ils forcément le même ressentiment envers des musulmans albanais, bosniens ou même libanais ? Pas sûr du tout.

La stigmatisation et l'oppression qui s'en suit est selon moi beaucoup moins religieuse qu'« ethno-historique ». Je simplifie bien sûr, mais l'islamophobie n'est que le symptôme d'un racisme beaucoup plus profond et plus latent.

Un autre aspect et pas des moindres : toutes les personnes que l'on suppose musulmanes ne le sont pas forcément. Si l'on reste sur les populations du Maghreb -largement majoritaires dans cet échantillon de la population- elles sont musulmanes pratiquantes, croyantes mais non pratiquantes, musulmanes culturelles et non religieuses, agnostiques, déistes, athées assumées, juives « d'apparence musulmane », chrétiennes (par choix ou avec le phénomène d'évangélisation),...

Bien malin qui pourrait connaître les proportions de chacune de ces définitions sur l'ensemble de cette population. Sans parler des aspects totalement contradictoires et personnels qui entourent ce genre de questions.

Nier cette complexité c'est se condamner à l'essentialisation et faire le jeu de ceux que l'essentialisation arrange. Le faire, c'est ignorer la souffrance des maghrébins qui se revendiquent non-musulmans et qui subissent exactement les mêmes discriminations en France. Si on ne parle pas de ceux-là aussi, alors certains phénomènes peuvent résulter de cette double-exclusion : surenchère envers l'Islam et les musulmans, voire surenchère dans le nationalisme...

Que faire ?

Comme j'ai essayé de le démontrer tout au long de ce texte, la situation est complexe et compliquée.

Face aux attaques subies par une partie importante de la population « musulmane », il faut que s'exprime avec force un antiracisme conséquent. Il en est de même pour les attaques antisémites ou la « romophobie » qu'il faut dénoncer avec la même vigueur.

Bref, le racisme est un. On ne peut pas hiérarchiser les oppressions. C'est l'essence même de notre engagement politique que de réagir sans aucune concession envers toutes les injustices.

Nos mouvements antiracistes doivent mettre en avant, donner la parole et médiatiser des personnes concernées en premier lieu par ces discriminations.

Par exemple pour le racisme anti-maghrébin, une mouvance « islamo-progressiste », majoritaire dans cette partie de la population, doit se faire entendre. Des jeunes et des moins jeunes musulmans, plus ou moins croyants, voire des athées d'apparence musulmane doivent faire irruption dans le débat public sous le mot d'ordre « Not in my name » en le développant bien sûr et en y mettant de la substance. Les portes de notre mouvement doivent s'ouvrir à cette partie de la population de notre pays, qui y est hélas très sous-représentée. Il faudra le faire sans aucune compromission sur la question de la laïcité mais également sans aucune suspicion a priori.

Enfin, il faudrait que nous ayons un débat sur la nécessaire critique des religions comme vecteur d'oppression et de soumission. A ne pas confondre évidemment avec les croyants et sans ignorer les aspects contradictoires. Mais il s'agit là d'un autre débat.

Prochaine contribution (je prends mon temps pour la rédiger) : « Existe-t-il un fascisme vert ? »

Salutations antiracistes à toutes et à tous,

Construire l'hégémonie : Oui, mais comment ?

Jules Lavalou (Paris, Secteur Jeunes) Aliaume Couchard (Clermont-Ferrand, Secteur Jeunes)

Nous avons reçu et lu avec attention la contribution de camarades intitulée « Construisons l'hégémonie ». Souci qui nous semble des plus justes dans la période, mais auquel ce texte ne répond malheureusement pas.

Commençons par la série d'attentats qui se sont produits et les réponses qui y ont été apportées. Nous sommes de ceux qui pensaient qu'il était nécessaire de participer à la manifestation du 11 janvier. En effet, suite à des événements aussi tragiques, la réaction populaire était plus que nécessaire. Les camarades ne voient cette mobilisation que par le prisme du cortège de dirigeants internationaux qui pavanaient en tête de manif. Mais ils occultent complètement les conséquences qu'auraient eues ces attentats si le sentiment dominant avait été le repli sur soi et l'enfermement, voire une déferlante raciste de masse. Nous pensons qu'il était juste d'être au côté des masses qui se sont mobilisées. La position d'Ensemble! de participer sur ses propres bases, en diffusant son matériel était d'après nous la bonne, et évitait l'écueil de l'isolement comme celui du suivisme sur la base de l'unité nationale.

Sur les mobilisations en elles-mêmes, loin de nous l'idée d'en faire une analyse unilatérale. Mais disons-le, si ces manifestations n'avaient pas de caractère contestataire c'est un fait, elles se sont faites sur notre prisme politique : liberté d'expression, égalité, tolérance... Certes avec des relents conservateurs, mais ces éléments-là étaient en périphérie et non au cœur de ces processus. Les salves d'applaudissement pour les CRS, après notons-le tout de même le meurtre de sang-froid de plusieurs policiers, ou la large majorité de Français qui aurait souhaité la présence du FN dans ces manif sont des vrais problèmes, mais traduisent la dépolitisation constante de notre milieu depuis de nombreuses années. La vraie question c'est de faire le bilan de pourquoi on en arrive là. Il est dommage qu'un texte qui se gargarise de vouloir « reconstruire l'hégémonie » fasse abstraction de celle pourtant déjà bien en place depuis 20 ans...

Les camarades soulèvent la question de l'indépendance de classe qu'il aurait fallu faire valoir durant cette période. Mais dans un cadre où la dimension nationale est mise en avant, ce qui par ailleurs s'analyse aisément (attaque sur le territoire national...), la question de l'indépendance de classe est complètement biaisée et déconnectée des vrais enjeux. Par ailleurs c'est faire une erreur d'analyse grossière que de penser que notre classe était sur une ligne de non-participation. Ce qui est un fait c'est qu'au contraire, la population toutes classes confondues a manifesté dans la rue. Cela n'écarte par le problème de l'absence relative du prolétariat issu de l'immigration, tout du moins à Paris, mais il faut prendre la mesure des choses, soit on y allait pour discuter et peser de manière vraiment minimale dans ce processus, soit on se plaçait délibérément en extériorité de ce mouvement représentatif de la société française. Se placer en extériorité aurait eu pour conséquences des difficultés encore plus grandes à influencer sur la période, ce qui est pourtant central car les vrais problèmes politiques n'étaient pas encore posés. L'idée d'appeler à des rassemblements distincts dans une période dominée par le ressenti et l'émotion aurait été hors-sol. Notre classe sociale « était Charlie » et voulait manifester avec l'ensemble de la population. On peut certes le critiquer, mais il est vital de l'acter dans tous les cas.

Nous soulevons un autre problème quant à l'utilisation de ces attentats par les classes dirigeantes et les racistes de tout poil. Les camarades affirment que les attentats ont eu pour conséquence l'union sacrée, un « Patriot Act » à la française et une montée en flèche de l'islamophobie et des actes de violences contre les musulmans. C'est en effet légitime d'émettre des hypothèses. Un peu moins quand l'analyse sort dans un contexte politico-médiatique qui a évolué. Par ailleurs si ces hypothèses pouvaient s'avérer probables à une époque, l'affirmer aujourd'hui conduit à des erreurs d'analyses manifestes.

Le Front National n'a absolument pas joué la carte de la radicalisation, au contraire il a adapté son discours à la situation en refusant de façade l'amalgame entre musulman et islamiste, préférant le prisme du sentiment ou non d'appartenance à la nation. Par ailleurs la ligne dure n'a pas gagné la bataille interne, il suffit de voir par exemple la mise au placard d'Aymeric Chauprade, auparavant conseiller de Marine Le Pen en politique internationale suite à ses déclarations sur l'état de guerre entre la France et les musulmans. Le FN a encore une fois joué la carte de la dédramatisation, et s'il est important de comprendre la structure idéologique du FN, il faut tout autant voire d'avantage analyser sa stratégie médiatique, et admettre que ce parti est soumis aujourd'hui à des repositionnements qui font aussi écho à sa massification relative et à un renouvellement de ses cadres. Ne pas analyser ces réorientations en faisant comme si ce parti n'avait pas évolué serait un drame conduisant à un combat inaudible contre un danger pourtant bien réel. La séquence des manifestations a de plus complètement exclu du champ du débat les oppositions radicales à la ligne majoritaire, ce qui entraîne à un isolement du FN, mais aussi de notre camp.

Par ailleurs s'il est de bon ton de s'alarmer des lois liberticides pouvant être proposées, il faudrait quand même regarder la réalité. En vérité, même François Bayrou affirme que l'arsenal répressif contre le terrorisme est déjà en place et a été voté avant les attentats, ceci dans un climat des plus calmes. En dehors d'effets d'annonce sur l'autorité, le respect de la nation et autres fadaïses, qui ne sont par ailleurs pas de la responsabilité des manifestants, nous n'avons pas encore eu à faire à une vague de lois allant dans ce sens.

Enfin, la vague d'actes islamophobes, si elle a bien eu lieu, est pour l'instant restée cantonnée à quelques éléments fascisants. On est bien loin du climat insurrectionnel qui aurait pu avoir lieu au vu des lignes de fond de la société dans ces derniers mois. On doit condamner ces actes de la manière la plus ferme possible, mais le fait que ces manifestations aient eu un caractère aussi massif a contribué à isoler les éléments racistes les plus violents.

Pour finir, sur les éléments de réponses à apporter. Nous pensons qu'il y a un deux phénomènes à analyser distinctement.

D'une part le problème de l'islamophobie et plus généralement de la ghettoïsation croissante imposée par les classes dominantes aux populations des banlieues. Cela nécessite évidemment des réponses spécifiques, au risque de se couper un peu plus de ces franges de la population. Il y a donc nécessité à repenser la laïcité, en se basant sur les deux concepts qui ont prévalu en 1905, c'est-à-dire la séparation entre l'Eglise et l'Etat et la liberté de culte pour tous assurant ainsi le vivre ensemble et rompant avec la place de l'obscurantisme religieux dans les politiques publiques. Cela passe par le fait de rebattre les cartes en intégrant la religion musulmane se sentant à juste titre exclue par celle-ci et refuser l'utilisation islamophobe qui a été faite de ce concept dans ces dernières années. Mais cela ne peut en aucun cas s'accompagner d'une remise en cause de l'indépendance religieuse de l'Etat (et donc de ses fonctionnaires) ou du droit au blasphème. Il faut également se poser sérieusement la question des politiques carcérales, et donc trouver des moyens pour en finir avec le « tout prison », conduisant à une aggravation du sentiment de rejet de la société. Il faut par contre éviter toute idéalisation des jeunes des quartiers dans des envolées lyriques post-modernistes conduisant à une théorisation implicite d'un nouveau sujet révolutionnaire. Les contradictions traversent également les populations des quartiers populaires, et être acritique n'a jamais été une ligne politique. Une partie de la jeunesse des banlieues est aujourd'hui structurée ou influencée par des courants réactionnaires, qu'il nous faut combattre.

D'autre part, au-delà des mesures spécifiques, il faut noter un problème plus général dans la société française. D'après les études, une part importante des jeunes français partant faire le djihad en Syrie ne sont issus ni de l'immigration, ni de la religion musulmane, ni même des quartiers populaires mais convertis de manière récente pour aller mener une guerre au nom d'idéaux immondes. Cela indique donc que des réponses en faveur du vivre ensemble, de la solidarité, et donc directement sur le terrain social sont nécessaires pour empêcher que cette société conduise des jeunes à des folies meurtrières.

Vient ensuite la question de l'orientation plus générale d'Ensemble! qui serait trop tournée vers une démarche par le haut.

Les camarades prennent exemple sur Syriza et Podemos pour expliquer qu'aucun regroupement politique ne peut sortir en dehors des luttes et de l'action et qu'un programme de gouvernement n'est donc pas à l'ordre du jour, ce qui nous paraît être une analyse fondamentalement erronée de ces processus.

Rappelons que Syriza est issu d'un processus complexe et de long terme d'unification de la gauche grecque et sa création précède le début de la crise grecque. Son programme n'a pas été porté par la rue et en est encore moins issu. Par contre, effectivement, la dialectique entre le mouvement social et l'alternative politique a opéré à plein. Mais rappelons-nous que la crédibilité de Syriza, lui ayant permis d'être un espoir pour des franges entières de la population, a surgit lorsque cette organisation a commencé à porter la question du pouvoir par un gouvernement de gauche anti-austérité, mot d'ordre élaboré par des camarades avec lesquels nous avons des larges plages d'accord en Grèce. Son implication dans les mouvements sociaux, et le fait que ce soit nourri mutuellement l'espoir d'un changement et des mobilisations sociales radicales contre l'austérité ont permis la victoire de Syriza. Nullement un isolement dans le « que la rue, rien que la rue ». On peut être en désaccord avec cette stratégie, mais on ne peut pas la déformer.

Pour Podemos, le contexte est en effet très différent, avec une organisation issue d'un mouvement populaire sans précédent en Espagne, le mouvement des Indignés. Mais encore une fois, ce mouvement n'est pas l'émanation du mouvement mais une conséquence, et son envol a été permis par le fait à nouveau d'être candidat au pouvoir, mot d'ordre tellement présent qu'il est le nom même de ce parti.

En fait, si l'on analyse un peu les expériences de ces dernières années, tous les mouvements ayant eu le vent en poupe à la gauche radicale ont :

- opéré une unification de la gauche de gauche suivie ensuite d'une adresse au peuple dans son entier,

et pas seulement aux forces progressistes.

- posé la question du pouvoir, toujours de manière temporellement décalée avec les mouvements sociaux. Parfois avant, pour d'autres après.

Mais jamais « le mouvement » ne s'est transcendé en organisation politique prête à prendre le pouvoir. Par ailleurs, jamais non plus « le regroupement magique avec le bon programme » n'a pris le pouvoir sans une irruption des masses et une intervention dans ces mouvements. Nous parlons bien ici de dialectique.

Pour ce qui est de la situation française et des taches d'Ensemble! Nous souhaitons souligner quand même la faiblesse des luttes réellement existante. Il est toujours agréable de se gargariser sur les luttes, mais le problème est qu'aujourd'hui, nous sommes très loin d'un mouvement majoritaire. Les mobilisations contre les Grands Projets Inutiles et Imposés sont salutaires, et doivent être menées sérieusement. Il est nécessaire de comprendre les spécificités de celles-ci et d'éviter le rejet en bloc des nouvelles formes qui s'y développent, sans tomber dans l'idéalisme non plus. Mais ces mobilisations ont un caractère extrêmement minoritaire et ne constituent pas franchement un nouveau paradigme hégémonique pour l'ensemble des jeunes et des travailleurs. Si l'on garde notre sérieux, on ne peut comparer ne serait-ce qu'une seconde celles-ci au mouvement des Indignés espagnol ou aux dizaines de journées de grève générale en Grèce.

Nous sommes donc condamnés à intervenir dans ce contexte. Lutttes extrêmement faibles, montée du FN et faiblesse de la gauche de gauche. Dans ce cadre, l'idée des « Chantiers d'Espoirs », ayant vocation à créer des processus de débats publique dans la gauche anti-austérité, est une bonne chose et est une réussite notable de ce qu'a engagé notre mouvement. Il est aujourd'hui plus qu'urgent de chercher à créer un front qui combine des problématiques sociales, écologiques, économiques et démocratiques. L'unité doit avoir un contenu, nous sommes pleinement d'accord avec les camarades. Mais celui-ci s'il ne doit pas être minimaliste ne peut pas non plus être le Programme de transition. Est-ce que ce processus aboutira ? Seul l'avenir nous le dira. Mais cherchons à faire en sorte que les confrontations d'idées aient lieu et qu'elles soient nourries par des citoyens de gauche non-encartés de même que par les luttes sociales qui émergeront, nous l'espérons tous. Si ce processus aboutit, et permet une intervention unifiée sur le terrain des luttes sociales ainsi que dans les élections, cela sera un grand pas en avant. L'ensemble des problèmes ne seront pas pour autant réglés. La crise des organisations des mouvements ouvrier et les recompositions qui, espérons-le, sortiront de celle-ci auront sans nul doute un centre de gravité moins à gauche que le Front de Gauche. D'où l'importance pour Ensemble! d'œuvrer à la constitution d'un pôle radical au sein de cette union qui se devra d'être toujours vigilants aux dérives possibles. Les discussions menées avec La Motion Participative, courant de gauche d'EELV, vont dans le bon sens et permettent de faire apparaître des points d'accord et des évolutions mutuelles positives nous permettant d'imaginer un avenir commun au sein de ce pôle.

Le ton extrêmement accusateur employé par les camarades dans leur contribution sur l'orientation politique d'Ensemble! nous déçoit, sachant qu'ils ne proposent pourtant pas d'alternatives à celle-ci. Si nous sommes d'accord avec eux pour dire que le consensus n'est pas toujours le meilleur moyen d'avancer, nous pensons qu'il est impossible de débattre sereinement dans une organisation en disant que ses propres camarades participent à l'union sacrée comme en 1914. De manière plus générale, nous pensons que la chasse aux sorcières contre les traîtres ou les islamophobes en interne n'est pas une bonne manière pour débattre collectivement.

L'hégémonie est en effet un combat de la plus grande importance dans la période. Mais les vieilles recettes ne permettront pas de le gagner. Ensemble! doit mener un combat pour un regroupement de la gauche de gauche sur un programme de rupture avec l'austérité et le productivisme, regroupement qui devra à la fois être candidat au pouvoir et intervenir en permanence dans les mouvements sociaux existants et qui naitront dans les prochains mois.

Fonctionnement, et si on parlait de notre bilan commun ?

Samy

Certes sur un tel sujet s'entremêlent question théoriques, bilans historiques et questions pratiques. Sur les deux premiers plans, plutôt que de rester figés seulement sur des positionnements datés (qui ont leur légitimité je n'en disconviens pas) j'ai déjà plaidé pour qu'on décide enfin de regarder les seules expériences de masse nouvelles en Europe : Syriza et Podemos. Si différentes, et pourtant faisant partie d'une même « période ». Non, ni la forme parti ni la référence à la gauche ne sont mortes, cf la Grèce. Oui, elles sont définitivement dépassées, cf Podemos. Donc c'est à la fois passionnant et compliqué. Ouvrons donc (ou reprenons) le débat avec un œil nouveau ! Au-delà du blindage que nous avons construit les uns et les autres

sur ces questions, laissons nous pénétrer par l'expérience vivante, en sachant de plus, que rien n'est automatiquement transposable.

En attendant, il faut fixer notre propre fonctionnement. Mais là encore, si on parlait du bilan ? Avec trois exemples : les municipales, le choix de signer (ou pas) les appels aux manifestations contre les violences faites aux femmes, incluant la prostitution, et évidemment, notre positionnement de janvier.

Les municipales s'annonçaient comme un test de la solidité politique de E ! et de son fonctionnement. Or qu'a-t-on vu ? Un positionnement général assez facilement atteint sur le plan politique, suffisamment mûri dans des allers retours avec les collectifs. Du tirage constant entre celles/ceux qui souhaitaient par-dessus tout maintenir la balance égale entre PC et PG, et les autres qui, sans partager les méthodes parfois un peu brutales du PG considéraient cet équilibre impossible. Notre « fonctionnement » a permis l'accord de base. Aucun « fonctionnement » ne pouvait résoudre les conflits constants issus de la deuxième question. Mais l'un dans l'autre il a permis de le gérer. Enfin l'autonomie de nos structures locales a été complète. Sur une question comme les municipales, propice à tous les énervements, ça a bien fonctionné. Les camarades qui craignent un retour du « centralisme » peuvent-ils vraiment le contester ?

Prenons maintenant (c'est un exemple) les débats (surtout à Paris) sur le fait de signer ou pas tel ou tel appel. Là, à une manifestation pour les droits des femmes, mais qui comportait un passage sur la prostitution sur lequel des désaccords sont présents de longue date parmi nous. Personnellement j'ai tiré de mon expérience à E ! une relativisation certaine de l'hystérisation des débats, où il faut tout trancher au vote, et de suite, avec l'idée de la portée « historique » de chaque choix. Je me suis, par la pratique, convaincu que la recherche du consensus ou, si on n'y arrive pas, de laisser vivre la divergence, était souvent le mieux. Mais il y a des cas limites où il faut trancher quand même. En l'occurrence, à supposer qu'une majorité soit pour signer, et une autre partie contre, le fait que ça se traduise par « contre » au final, par défaut de signature, donc par le succès d'une position supposée minoritaire est, on l'admettra, passablement paradoxal. Il faut donc ouvrir la possibilité de vote explicite, comme principe général, en l'espérant rare, et avec une garantie de pourcentage. Vote qualifié donc, disons à 60% ou deux tiers. Ceci, bien entendu, n'enlevant en rien les droits de ceux qui sont minoritaires à conserver leur position et à la rendre publique.

Le plus spectaculaire a été la détermination de la position de E ! après les attentats. Dans une situation paroxystique on voit bien que l'idée que « c'est toujours les masses qui décident » ne tient pas la route. C'est assez étonnant de trouver chez nous des camarades qui défendent cette thèse et sont en même temps réticents à ce que nous soyons allés aux manifs. Certes « le peuple » n'est jamais totalement uni, et, même quand il parle dans sa majorité, ce n'est pas pour autant qu'il dit le vrai. En l'occurrence toutefois le sentiment de la majorité de ce peuple ne faisait aucun doute sur ce point : il fallait participer aux manifs (il y avait probablement y compris une majorité, si on lui avait demandé pour signer l'appel à l'Union Nationale, ce que nous n'avons pas fait). Mais n'en a-t-on pas discuté tout de même ? N'est-ce pas la preuve par des millions que la position de E ! doit être celle de E ! et ne peut pas, sans plus de discussion, être « celle du peuple » ? Que ça dépend de la position prise par « le peuple » et que nous avons non à l'enregistrer, mais à en juger ? Et alors qui juge, sinon les membres de notre mouvement ? Se considérant dûment comme tels, autrement dit comme adhérent-e-s ? Et, ce qui en découle pratiquement si on veut un mouvement qui dispose de moyens indépendants de l'Etat pour vivre, comme cotisant-e-s ?

Tout ceci me confirme dans l'idée que les propositions du texte fonctionnement sont les bonnes, parce que nous avons déjà en fait éprouvé leur validité. Reste une question, délicate. C'est le fonctionnement de l'EAN, sa réactivité, sa représentativité. Question qui nulle part n'a reçu de réponse entièrement satisfaisante. Efficacité, donc disponibilité. Mais on ne va quand même pas réserver ceci à des permanent-e-s et des retraité-e-s ? Représentativité, mais quand le temps manque d'une consultation large dans le mouvement, comment on fait ? Question d'équilibre donc certainement entre des impératifs en partie contradictoires, et pour lequel il faut faire au mieux.

Ligne de crête *Manue Johsua (Marseille), Ingrid Hayes (Paris)*

1. L'effroi

Le 7 janvier, nous avons toutes et tous été saisis d'effroi, pour deux raisons au moins : nous étions impactés personnellement parce que c'est notre camp qui était visé et touché. Nous étions impactés aussi par l'avenir prévisible que l'on pouvait déduire de l'événement et du contexte dans lequel nous baignions, marqué par l'absence de mobilisation d'ampleur, la montée du FN et l'hystérisation du débat autour de l'Islam. Nous entrevoyions la descente aux enfers dans une société en pleine fragmentation marquée par une vague de racisme sans précédent depuis la Guerre d'Algérie, voire la Seconde Guerre mondiale.

2. Sursis ou sursaut ?

Force est de constater qu'un sursis nous a été accordé. Pour l'heure, nous assistons à une flambée d'actes anti-musulmans, mais pas à des phénomènes massifs et collectifs. Au contraire, les mobilisations ont porté un message inverse. Il nous paraît évident que c'est une bonne nouvelle. Une bonne nouvelle au sens d'une remobilisation massive, après une longue période de marasme, sur des ressorts qui renvoient au camp progressiste (au sens large), liberté d'expression, démocratie, vivre ensemble. Une bonne nouvelle au sens où le FN et ses affidés médiatiques, qui avaient le vent en poupe, sont pour l'instant marginalisés. Pouvons-nous le reconnaître collectivement ?

Des camarades ont semblé considérer que la participation à la manif, y compris à Paris, traduisait notre naïveté sur la possibilité d'un sursaut, et une sous-estimation coupable de la stigmatisation et des violences dont sont victimes les Musulmans en France. Il est évident, au regard de l'état du mouvement ouvrier, que cette simple manifestation, surtout après la tentative de récupération gouvernementale, derrière de tristes sires, ne peut effacer les 30 dernières années de politiques racistes et islamophobes. Mais aurait-on préféré, en lieu et place de manifestations rassemblant 4 millions de personnes sans qu'on puisse remarquer un seul panneau portant un slogan islamophobe, des mobilisations racistes, comme en Allemagne ? Bien sûr que non. Alors pourquoi est-il suspect de s'en réjouir ? Ce fut un répit populaire. On ignore encore combien de temps ce répit pourra durer. L'essentiel aujourd'hui est de ne pas en être coupés, d'éviter de se retirer sur l'Aventin en jouant les Cassandre.

3. Aller chercher les absents

Reste une question majeure : pourquoi une partie des quartiers populaires et notamment une partie de la population de culture musulmane ne s'est-elle pas jointe aux manifestations ? Il n'y a pas de réponse simple et unilatérale.

Il y a la peur légitime d'être victimes de débordements anti-musulmans.

Il y a l'impossibilité de s'identifier au fameux « nous sommes tous Charlie », dès lors qu'il semble porter une injonction aux Musulmans, avec tout le poids de la récupération gouvernementale.

Il y a le refus d'être celui ou celle qui semble être là pour donner des gages de sa bonne foi (sans mauvais jeu de mots)

Il y a, aussi, c'est un fait, le refus de la critique des religions, à laquelle Charlie Hebdo était identifié.

Il nous faut donc travailler à reconstruire le lien entre la gauche radicale et une partie de la population des quartiers populaires, en luttant pied à pied contre tous les racismes, en tenant tous les bouts, sur une ligne de crête qui semble parfois vertigineuse.

Les tendances à la déstructuration sont fortes, au sein de la gauche et du mouvement ouvrier. La marque de l'antisémitisme est profonde dans une partie de la jeunesse, nourrie de ses vieilles formes occidentales, des théories complotistes, de la politique de l'Etat d'Israël. Sur ce terrain, fermer les yeux en espérant un avenir meilleur, c'est se tirer une balle dans le pied.

4. En finir avec les illusions d'optique

Reste une question majeure entre nous, qui est aussi liée aux difficultés que nous avons à tenir la ligne de crête : il n'y a pas d'islamophobes dans les rangs d'Ensemble !, pas plus qu'il n'y en avait à la LCR en 2004 ou au NPA en 2009. Le prisme du soupçon est destructeur. Il traduit sans doute notre impuissance à lutter contre la montée de l'extrême droite, mais aussi contre le racisme d'Etat des années Sarkozy et les dérives d'une partie de la gauche.

Trop souvent, certain.es se sont focalisé.s sur nos propres erreurs, nos prétendues dérives, élargissant le champ que nous constituons à l'école dans son ensemble, puisque nous y sommes nombreux.

L'école constitue un excellent exemple de la difficile ligne de crête que nous avons à tenir. A la sortie de la phase des attentats, les premières déclarations ministérielles (avant même les lois sécuritaires) ont concerné l'école. Les enseignants, les élèves et les autres intervenants avaient failli. Mais pourquoi ne pas s'adresser au ministère du travail, de l'économie ? Après tout, entre le CAP Boulangerie d'un des frères Kouachi et le massacre, il s'est écoulé au moins 15 ans ! Mais en même temps, il est vrai que l'école a failli, puisqu'elle reproduit et accentue les inégalités sociales. Que ne sommes- nous assez forts pour le crier haut et fort ?

Sur le problème spécifique de l'islamophobie, on sent la morsure du piège. Une partie de la gauche radicale depuis 10 ans aime à dire que l'école est le berceau de l'islamophobie. C'est une grossière illusion d'optique. L'école n'est pas hermétique à l'islamophobie mais elle n'en est pas le terreau principal. Les gouvernements successifs ont pris en otage l'école sur cette question. Ils en ont fait un laboratoire. D'abord parce que c'est une vieille tradition française que de gagner les esprits par des lois scolaires, mais aussi parce que proposer de réformer l'école, c'est tenter de masquer l'impuissance des politiques ultralibérales à régler le problème de « l'ascenseur social ».

Pourtant l'école reste un des derniers lieux de sociabilité dans des quartiers ghettoïsés. Plus de bourse du travail, de postes, de commerce, de syndicats et de cellule du PC pour discuter d'un monde meilleur. Il ne reste que l'école. C'est pourquoi la grève des parents contre la « théorie du genre » fut une catastrophe ! Une fracture, un isolement supplémentaires.

L'école est un lieu de combat pour une société plus juste. Ces dernières années, les colloques et rencontres autour de la lutte contre l'islamophobie ont multiplié les thèmes sur l'école. 6 débats sur 10 à Paris cette année, ne serait-ce pas un peu disproportionné ? C'est une simplification des problèmes qui se posent à nous. Là encore, les choses sont à rediscuter, sans tabous ni invectives.

Tenir tous les bouts, rester sur la ligne de crête, ne pas choisir les uns plutôt que les autres mais travailler à unifier, toujours et partout. Dans une gauche radicale divisée, notre rôle est de permettre que le débat se déroule et que les fils se retissent.

Quelques remarques critiques...

Olivier Mollaz, Ensemble! Paris 18 ; Emre Ongun, Ensemble! Paris 19

Le texte collectif intitulé «Construire l'hégémonie», par la densité de ses remarques et propositions appellerait une discussion plus serrée que les remarques critiques de cette présente réponse. Nous nous limiterons ici à quelques points généraux.

Toute l'économie du texte «Construire l'hégémonie» est celle d'une tentative de systématisation de désaccords avec le cours politique d'Ensemble dont le prémisses serait, selon eux, l'insuffisance de la réponse politique proposée par Ensemble ! le 11 janvier et au delà.

Et c'est dommage... parce qu'en procédant de la sorte les camarades relèguent au second plan les apports positifs de leur texte à nos débats.

Les camarades accordent une place qui nous semble démesurée à l'épisode du 11 janvier.

Ils prennent pourtant garde de souligner le caractère contradictoire de cette manifestation, à la fois mobilisation populaire massive de «saine colère» (sic) et expression de l'union nationale derrière le gouvernement. De ces deux récits contradictoires, la suite du texte conserve uniquement la formulation «d'en haut», celle de l'appareil d'état et du spectacle médiatique : Ensemble aurait capitulé devant l'union sacrée, manifestant derrière le gouvernement, la droite et les pires dirigeants de la planète. (Il suffit plus loin d'une référence sibylline à Août 14 pour fermer le ban!). Nous avons déjà fait un petit texte portant sur cette marche à Paris qui nous semble toujours valide. <https://www.ensemble-fdg.org/content/commentaires-aprs-le-11-janvier>

Si nous partageons avec les camarades, l'inquiétude devant le potentiel régressif dont est porteur la situation ouverte après le 7 janvier sur le terrain démocratique, sur le terrain du racisme, nous pensons que cette bataille débutait dès le 11 janvier dans la marche même, cela dans un contexte de forte dépolitisation qui est bien antérieure. En somme, la divergence n'a pas porté sur l'acceptation ou non de « l'unité nationale » mais sur la manière de la combattre à cette occasion.

De cette surévaluation des termes de la divergence sur le 11 janvier, les camarades tentent de systématiser leurs désaccords sur le cours politique d'Ensemble, en particulier autour de la mise en œuvre d'une stratégie de front unique.

Notre désaccord avec les camarades ne porte pas tant sur les pistes d'action, les camarades formalisent de nombreux éléments avec lesquels nous n'avons pas de désaccord, en particulier ce qui relève de la lutte antisécuritaire, démocratique (y compris mettre fin à la Vème République bonapartiste), de l'antiracisme et de la jeunesse... Il porte plutôt sur la temporalité d'une approche ne faisant aucune distinction entre constitution d'un cadre de front unique et les actions à mener en son sein.

Nous vivons dans une période marquée par une accumulation de défaites du mouvement ouvrier, par sa profonde crise, combinée à une conjoncture atone sur le terrain social.

Cela n'est pas sans impact sur la mise en œuvre d'une stratégie de front unique. Premièrement, déterminer le périmètre dans lequel il s'agit de mettre en œuvre cette politique est bien moins évident aujourd'hui qu'hier. Il est bien plus difficile aujourd'hui que naguère de constituer ne serait-ce que le terrain sur lequel il s'agit de s'adresser à des organisations sociales et politiques, leviers insuffisants mais incontournables pour une politique de classe. Deuxièmement, en raison de l'atonie sociale, il existe énormément d'actions à mener «en théorie» mais aucune qui ne s'impose à l'ensemble des organisations, c'est-à-dire oblige les uns et les autres à se positionner.

Or, les camarades font une lecture «statique» de la proposition d'assises de la gauche anti-austérité, proposée par Ensemble, portée par le FDG, devenue aujourd'hui «Chantiers d'espoir». Pour eux, il s'agirait de rassembler, outre les forces de la gauche anti-libérale, des éléments disparates, produits de ruptures inachevées de secteurs issus de la gauche sociale-libérale avec la politique du gouvernement. Posé à un certain niveau de généralité, ce constat pourrait apparaître valide mais il est incapable de saisir les éléments dynamiques dans une situation politique mouvante. Car qui dit ruptures, dit vecteurs.

Les camarades par là même sous-estiment quand ils ne la nient pas, notre possibilité, modeste mais réelle de peser sur la situation.

Au contraire, cette proposition cherche, en s'appuyant sur les éléments de crise du dispositif gouvernemental apparu depuis 10 mois avec le départ du gouvernement d'EELV et l'apparition de députés «frondeurs» au sein du PS, à tracer une perspective politique à même de redonner confiance au monde du travail.

Par définition, cette proposition se fait autour de la question qui structure la situation politique en France comme en Europe : la question des politiques d'austérités et de leur refus. Car ce sont bien les politiques d'austérités et leur impact sur le terrain social et politique qui ouvrent des brèches. Elles le font selon un schéma désormais classique : le cours exclusivement libéral des gouvernements sociaux-démocrates sape la base sociale qui les a élus et favorise sur la gauche de la social-démocratie, de manière limitée, des éléments de crises et des fractures.

Face aux recettes bourgeoises qui visent à faire payer la crise au monde du travail, nous cherchons à opposer une autre cohérence, celle d'une gauche contre l'austérité. Pour cela il s'agit de proposer des cadres de débat et de confrontations aux forces qui critiquent à gauche les politiques gouvernementales, pour donner des perspectives et tracer le chemin d'une alternative à l'austérité. Ce qui permet également de dégager des lignes d'action pour lutter ensemble.

Nous ne devrions pas avoir peur de construire notre agitation sur le contenu d'une politique alternative, sur les mesures qu'un véritable gouvernement de gauche proposerait pour s'affronter à la crise et partant, discuter du type de majorité et du type de gouvernement qui serait nécessaire pour mener cette politique. Cela ne suppose pas, tout au contraire, de cultiver l'illusion qu'un tel gouvernement pourrait mener une politique anti-austérité sans s'articuler à la mobilisation massive du monde du travail. Mais l'espace de notre politique se situe justement à la jonction de la sphère sociale et politique, là où se noue la question du pouvoir.

Contribution au débat sur le fonctionnement Ensemble ! Grenoble

Notre collectif local isérois a tenu à formaliser une contribution qui sera défendue par ses délégués lors de l'Assemblée Constitutive de janvier 2015. Loin de répondre à toutes les questions, cette contribution s'arrête volontairement à un niveau de détail en deçà duquel seul le débat collectif permet de s'aventurer efficacement.

Afin de quitter la période transitoire et envisager un fonctionnement en régime établi, il s'agit surtout pour nous d'affirmer quelques principes de base qui nous semblent fondamentaux dans la construction de notre outil organisationnel commun :

- adhésion individuelle par cotisation,
- autonomie de la trésorerie des collectifs locaux,
- séparation entre les instances décisionnelles et les organes politico-médiatiques,
- libre expression des courants dans le respect du pacte associatif et sans représentation de ceux-ci dans les organes décisionnels.

Les terminologies utilisées dans cette contribution méritent sûrement d'être modifiées pour rendre l'ensemble plus digeste et lisible, mais les idées-forces demeurent intactes.

Les adhérents, les cotisations, les collectifs locaux

Est adhérente toute personne physique qui verse régulièrement une cotisation.

Dans la mesure du possible, tout adhérent doit cotiser à son collectif local ; en cas de difficulté géographique (adhérent isolé) ou organisationnelle (mésentente), l'adhérent a la possibilité de cotiser directement à la Trésorerie Nationale.

Dès qu'un nombre significatif d'adhérents isolés est atteint dans une zone géographique, la Trésorerie nationale suggérera fortement la création d'un collectif local dans cette zone.

Le collectif local se dote au minimum :

- d'un trésorier : pour collecter directement les cotisations des membres du collectif, reverser la quote-part à la Trésorerie nationale, assurer la bonne tenue des comptes du collectif local.
- d'un secrétaire : pour assurer la circulation de l'information entre tous ses membres, et entre le collectif et les autres instances de l'organisation, convoquer les réunions...

Tout collectif local doit cotiser à la Trésorerie Nationale ; en cas de cessation de cotisation, celle-ci soumet l'incident au Collectif National qui décidera de son règlement.

Périmètre géographique : le collectif local définit lui-même son aire d'influence géographique, en bonne intelligence avec les autres collectifs à proximité. Plusieurs collectifs locaux peuvent choisir de se fédérer et créer une structure de coordination (ex : agglomération, département, région) ; toutefois seul les collectifs locaux ont voix décisionnelle au Congrès National et au Collectif

Prise de décision : le consensus doit être recherché. En cas de désaccord persistant, la décision peut être prise à la majorité qualifiée (des 2/3 ?) ; dans ce cas la minorité n'est pas tenue de suivre la décision, mais s'engage à ne pas critiquer publiquement celle-ci.

Porte-parolat : chaque collectif local peut se doter d'un ou plusieurs porte-paroles.

Durée et renouvellement des mandats : 1 an maximum, renouvelable et révocable.

Le Congrès National

Réunion des délégués de tous les collectifs locaux, tous les 2 ans. Il discute et décide des grandes orientations politiques de l'organisation, valide les statuts, désigne l'EAN. (à développer)

Le Collectif National

Émanation des collectifs locaux qui y désignent leurs délégués, se réunit tous les trimestres pour traiter les questions d'actualité, recenser les débats, organiser les campagnes nationales.

- Communication & Propagande : proposition et réalisation de tracts, affiches, drapeaux
- Web : site Internet, réseaux sociaux, messageries, plate-forme de travail collaborative, etc.
- Commission de contrôle : vérification des mandats, applications des décisions, comptes
- Commission de résolution des conflits

Tous ces organes établissent un compte-rendu d'activité présenté lors de la réunion du Collectif

L'Équipe d'Animation Nationale, les « personnalités »

Désignée par le Congrès National, l'Équipe d'Animation Nationale est constituée de :

- Secrétariat national : assure la circulation de l'information montante/descendante des collectifs locaux, prend en charge l'organisation du Congrès National et du Collectif
- Secrétariat international : assure le lien avec les organisations étrangères.
- Porte-parolat : assure la représentation politico-médiatique auprès des autres organisations

L'EAN s'appuie sur les organes désignés par le Collectif National pour assurer la représentation

La notion de « personnalités » n'a pas vraiment de sens dans un organe de décision ou de représentation. Qui peut considérer que l'on est ou pas une « personnalité » ? On est adhérent ou on ne l'est pas, appartenant ou non à un collectif local, cela en revanche est bien objectivable. Nul ne peut se targuer d'un capital intellectuel ou d'une position politique particuliers pour revendiquer de droit une place dans un organe de décision ou de représentation. Ce sont aux collectifs locaux,

L'EAN est membre de droit du Collectif National et révocable par celui-ci, et doit y participer pour assurer la cohérence politique de son activité avec l'orientation de l'organisation (« synchronisation

Un droit d'expression interne et externe est reconnu aux courants constitués.

Est considéré comme courant tout regroupement minimal de x individus répartis sur au moins y collectifs locaux, dûment vérifié par la Commission de contrôle. (x et y à définir)

Chaque courant peut exercer un droit de réunion et d'expression interne, et externe pour peu qu'il n'entre pas en contradiction avec les décisions prises en Congrès National ou en Collectif National.

La libre expression des courants n'ouvre aucun droit de ceux-ci à une quelconque représentation dans les organes de décision ; ils n'ont pour seule fonction que de contribuer au nécessaire et légitime débat au sein de l'organisation, et non de permettre une lutte d'influence ou de conquête du

L'organisation met à disposition des courants les outils numériques dont elle dispose.

Contribution fonctionnement *Pour le collectif sarthois Alex*

L'assemblée Préparatoire d'ensemble! 72 a considéré que le texte « fonctionnement » ne devait avoir qu'un statut provisoire/transitoire.

Ceci sous-tend que ce texte fixe des règles de fonctionnement pour une période à définir, et c'est ce qui manque. Ces règles devront être rediscutées à la lumière de notre expérience commune de fonctionnement d'une part, et d'autre part sous l'éclairage d'un bilan critique des formes d'organisations et des modes de fonctionnement, non seulement des organisations traditionnelles qui ont majoritairement structuré le mouvement ouvrier du siècle dernier, mais des organisations plus petites ou/et plus récentes dont nous sommes issues.

Tout en admettant comme nécessaire l'expérimentation, le tâtonnement même, dans notre structuration et notre recherche d'un fonctionnement démocratique ; nous pointons 4 points du texte qui nous interrogent.

1° la possibilité pour les adhérents de se regrouper dans des collectifs de proximité sur d'autres critères que géographique et libre choisis par eux-mêmes, relève complètement de la nécessaire expérimentation admise par tous. Pour autant, regroupement de proximité sur des critères professionnels ? d'âge ? de Genre ? d'activités militantes ? philosophiques ou idéologiques ? Les possibilités sont multiples et si certaines ne posent pas de problèmes à priori, (ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas en préciser les contours, les compétences...), d'autres on le voit sont plus problématiques.

Personne ne s'oppose à la possibilité de réfléchir ensemble sur une activité militante ou professionnelle, ni bien entendu sur une oppression spécifique. Mais un collectif de proximité qui génère une forme d'entre soi social risque d'être réducteur, sclérosant. Mais décliner localement nos commissions thématiques nationales ce n'est pas la même chose que d'avoir des collectifs locaux (de proximité) thématiques, sauf si on admet que des collectifs sont moins « généralistes » que d'autres.

2° les composantes partie prenante en tant que tel dans la composition du collectif national est nécessaire et indispensable à cette étape de notre construction ; et pour accueillir comme nous le souhaitons de nouvelles composantes. Nous sommes tous d'accord pour admettre que notre réussite collective se concrétisera, notamment, par le dépassement des composantes fondatrices. Cela a déjà commencé. Mais nous nous devons d'avoir une réflexion sur la place, les droits et la représentation des courants de pensée qui ne peuvent se résumer aux composantes et sont partie intégrante de Collectif national. Cela suppose aussi à terme de ne pas maintenir « artificiellement » des composantes atrophiées, réduites à quelques cadres

« dirigeants ». Nous avons le temps mais nous devons ouvrir le débat.

3° La Réflexion vaut aussi pour les personnalités issues du mouvement social dans l'EAN. Ce statut pour indispensable qu'il soit ne doit pas couvrir un refus de turn over au sein de l'EAN. A un moment, de facto, telle ou telle personnalité n'est plus qu'un membre d'ensemble comme les autres... nous sommes conscients que la règle, si règle il y a, ne peut être dans un premier temps, rigide. Mais souple et pragmatique ne veulent pas dire immuable. Car il faudra que la désignation des membres, de tous les membres, de l'EAN revienne aux militants d'ensemble.

4° Les élus et leur indemnités. L'affirmation que les élus reversent une partie de leurs indemnités manque de précision et est, en même temps simpliste. De quels élus parle t on ? Simples conseillers municipaux ce n'est pas conseiller Régional, adjoint au maire d'une grande ville ou député. Il nous faut des règles précises adaptées aux situations diverses et applicables. Ceci doit concerner les élus individuellement et les groupes d'élus. Car si ces derniers ne doivent pas être caporalisés sous l'autorité de la direction du parti, ils ne doivent pas être totalement autonomes des militants et de la vie démocratique du mouvement.

Enfin il manque certainement beaucoup de choses et qu'il faudra débattre, mais il n'y a rien sur le cumul des mandat tant interne au mouvement que dans les institutions...

Vaste sujet !!!

Déclaration de l'Association des Communistes Unitaires (27/1/2015)

Les composantes fondatrices d'Ensemble! ont quasiment toutes décidé de se fondre, à leur rythme, dans le mouvement. L'Association des Communistes Unitaires, réunie en assemblée générale le 9 janvier 2015, a décidé de poursuivre le travail engagé depuis sa création en 2007, comme nous l'avions annoncé dès les assises d'Ensemble! en novembre 2013. Notre objet n'est pas de constituer une organisation politique pour mener des campagnes ou pour devenir un genre de tendance au sein d'Ensemble! Notre objectif est de poursuivre notre travail pour la refondation d'un communisme de nouvelle génération. Ensemble! se réfère à toutes les cultures politiques qui nourrissent son projet, l'éco-socialisme, l'autogestion, l'écologie, le socialisme, le courant libertaire, et le communisme.

Nous nous référons au communisme, mouvement des gens du commun, qui se libèrent de toutes les dominations, et assumons cette référence après avoir analysé les périodes historiques où ce mot a servi de référence, parfois en le détournant de son sens premier et nous considérons qu'il est aujourd'hui et plus que jamais une référence décisive pour signifier en positif une orientation politique visant à dépasser le capitalisme, et un marqueur irrécupérable par le système actuel.

Nous avons entamé un travail de longue haleine : séminaire, site, revue *Altercommunisme*, l'hebdomadaire *Cerises*, vidéos en cours d'élaboration. Nous avons d'autres projets et entendons les mettre en œuvre. Nous n'avons pas la volonté de faire ce travail en vase clos, les séances du séminaire sont ouvertes à toutes celles et ceux qui souhaitent y participer, *Cerises* donne régulièrement la parole à de nombreux-ses intervenant-e-s qui ne se réclament pas nécessairement du communisme, nous participons à des publications comme *Contretemps*, nous travaillons régulièrement avec d'autres associations ou d'autres mouvements.

Nous sommes pleinement investis dans les collectifs locaux d'Ensemble, certain-e-s d'entre nous participent à son EAN, et nous continuerons d'apporter notre pierre à l'édifice d'Ensemble! tout en poursuivant notre travail de refondation du communisme.

Concernant le fonctionnement d'Ensemble, dans la continuité de nos efforts des dernières années, nous sommes tout particulièrement attachés à construire une organisation ouverte, qui essaie de dépasser les formes traditionnelles de la vie politique, qui s'attache à favoriser la participation de toutes et tous, dans une conception en réseau, fédérant en transversalité groupes locaux et travaux thématiques, etc., tous éléments qui nécessitent une attention de tous les instants pour ne pas en revenir à des conceptions centralisatrices, pyramidales, hiérarchiques ou hermétiques, incapables de satisfaire les exigences démocratiques contemporaines. Il est nécessaire de nous attacher à garantir la possibilité pour toutes celles et tous ceux qui le souhaitent d'apporter leur contribution à la vie du mouvement. Il s'agit d'inventer un mode d'organisation collective dont l'efficacité repose sur une diversité d'accès et de participation qui corresponde aux différents modes d'engagement possible.

Après le 11 janvier, quelle initiative ? *François Calaret (23/01/2015)*

Une des difficultés de la situation actuelle réside dans la complexité de l'évènement qui s'est produit du 7 au 11 janvier qui demande en même temps des analyses approfondies et des réponses immédiates, dont la nature dépend de l'analyse qu'on fait de l'évènement.

Pour cela, il faut arriver à distinguer d'une part ce qui se passe à l'échelle des expériences vécues de millions de gens, de l'évolution des consciences qui s'est produite en quelques jours et d'autre part des évolutions qui se produisent sur le champs politique, à travers les débats des organisations, celles-ci ne percevant pas forcément précisément ce qui se passe à l'échelle du « social ».

Quelles sont les tendances qui se sont exprimées ces derniers jours ?

- La réaction principale, dynamique, tirant la société, a été une réaction de « solidarité », de « dignité », une prise de conscience massive et brutale que le « vivre ensemble » est fragile, que les fractures déjà perceptibles peuvent créer des gouffres. Ce qui a suscité, dès les heures qui suivent l'attentat à Charlie Hebdo avec une force inédite, pas forcément prévisible au vu des débats des dernières années, un refus des amalgames entre « Islam » et « Terrorisme ». Des actes anti musulmans ont été dénombrés et une pression, de plus en plus forte, alors que la dynamique de réaction collective s'amenuisait, s'est affirmée de culpabilisation des musulmans. Mais, il y a eu une vitalité démocratique, une conviction partagée qu'il fallait s'opposer à cette logique, ce qui constitue un point d'appui important.

- Cela ne résume pas l'hétérogénéité du mouvement. On peut distinguer également une composante plus progressiste, qui n'était pas dominante, qui allait jusqu'à poser la question « Dans quelle type de société voulons-nous vivre ? » posant explicitement que ce qui s'est passé était le produit des contradictions de la société française. Une autre composante plus conservatrice également présente dans les manifestations mais là aussi sans les dominer, se positionnait par contre sur le thème de la « République » assiégée, agressée par les « barbares » (par exemple avec la déclaration de l'UMP dès le 8 janvier).

- Si la marginalisation des discours « Zemmour – Houellebecq » a été immédiate, le refoulé n'a pas mis longtemps à manifester son retour à travers les propos de Philippe Tesson qui a résumé dans une conclusion lapidaire ce que certains vont en retirer : « Ce sont les musulmans qui foutent le bordel ! ». Cela était déjà perceptible dans la forte proportion des gens qui pensait que Marine Le Pen avait toute sa place dans « l'union républicaine » et dans la manifestation parisienne du 11 janvier. Cela est renforcé par une limite importante de ce mouvement : l'incapacité à mettre en débat à une échelle large la politique étrangère de la France engagée en fait depuis 2010 dans une politique de guerre contre le terrorisme à l'échelle internationale et qui suscite un quasi consensus au sein de la classe politique. D'ailleurs, les seules propositions en débat sont, face au péril djihadiste, la défense du rapprochement avec Bachar El Assad et la Russie et la remise en cause de l'alliance privilégié avec les dictatures qatarie et saoudiennes (position reprise par Fillon à droite), ce qui s'inscrit implicitement dans une logique de « choc des civilisations » (les pays européens / chrétiens / orthodoxes / plus ou moins laïques face aux « pays musulmans »)

Mais les évolutions que vont produire ces événements ne sont pas écrites d'avance. Cela dépend des propositions, des initiatives qui vont prendre le dessus. Si le débat entre forces politiques, y compris électoral va en être forcément impacté, il ne bouleverse pas les coordonnées des processus de recomposition politique. Le « 11 janvier » pose des débats nouveaux, accélère des évolutions mais ne constitue pas un « évènement fondateur » qui effacerait les tendances de fond dans le pays, au sein de la gauche... Il ne comporte pas de dynamique anti libérale et la question démocratique y est posée essentiellement à travers la question du « vivre ensemble » et de la liberté d'expression (ce qui est déjà en soi très positif). C'est pourquoi le débouché ne peut se situer immédiatement à l'échelle d'un projet de société globalisant (telle que l'indiquent les amendements de Jean Claude qui tendent à surestimer un trait particulier (le questionnement sur « dans quelle type de société voulons nous vivre ») comme si cette dimension était dominante.

Pour autant, il faut réfléchir à quelle type d'initiative pourrait être proposée à l'échelle de ce qui s'est passé. Et cela peut difficilement être des appels dont la démarche ne prend pas en compte la force positive qui s'est exprimée (comme l'appel « Union antiraciste contre l'union sacrée » initié par Alain Gresh). Ne faudrait-il pas chercher à s'appuyer sur la conscience largement partagé d'une fragilité du « vivre ensemble » pour susciter une implication citoyenne, autours de deux fractures qui gangrènent la société française que sont l'islamophobie et l'antisémitisme ?

La reprise du terme « islamophobie » pose t-elle des problèmes insurmontables ? Précisons que le fait que l'usage s'en répande n'est pas un argument suffisant pour l'utiliser. Mais si on convient que ce terme n'empêche nullement l'opposition aux courants religieux réactionnaires (dont le terrorisme djihadiste déjà pointé dans notre projet de déclaration) ni une relativisation du racisme anti arabe qui n'a nullement disparu, il faut mesurer que l'enjeu n'est pas seulement une question de dénomination mais de reconnaissance. Et les mouvements de lutte contre les oppressions nous ont appris que la négation d'une discrimination redouble la violence subie par la non-reconnaissance de celle-ci. L'usage du terme est un choix politique qui a des conséquences. Un enjeu similaire se pose d'ailleurs sur la reconnaissance de la réalité de l'antisémitisme aujourd'hui. L'instrumentalisation de celui-ci pour imposer un soutien à la politique coloniale d'Israël suscite en réaction une difficulté, à gauche, dans le mouvement social à le prendre en compte, y compris à reconnaître le poids de la judéophobie dans les milieux populaires. Cela entraîne une « hiérarchie à l'envers », notamment à travers l'idée que l'antisémitisme existerait dans la société française mais serait résiduel, moins « structurel » et « institutionnel » que le racisme contre les musulmans, les noirs, les arabes... C'est peut être sociologiquement vrai mais c'est politiquement désastreux car cela empêche toute approche universaliste qui mette toutes les discriminations et les violences sur le même plan pour pouvoir construire une unité de ceux qui veulent s'y opposer. Cette approche ne règle évidemment pas tous les débats, notamment autour de la laïcité aujourd'hui, mais ne pas s'engager dans cette démarche revient à renvoyer ceux qui subissent ces violences à l'isolement et au repli sur soi.

Quel arc de forces pourrait se rassembler sur ces objectifs ? Le grand risque après le 11 janvier est l'éparpillement des initiatives et de reproduire les divisions entre les forces de gauche traditionnelles intervenant sur ces questions (LDH, MRAP, gauche antilibérale...) et les forces issues des quartiers populaires qui sont actuellement en mouvement et cherchent des initiatives (Coordination « Pas sans nous », FUQP...) alors qu'il y a peut être une occasion de constituer des alliances nouvelles, qui permettent d'engager une contre offensive culturelle, idéologique ; alliances qui paraissaient impossibles auparavant mais qui peuvent sembler évidente et vitale face au choc subi dont nous n'avons pas fini de voir les conséquences.

Quelques éléments de réflexion après 11 janvier

Pascal Gueranger

Les libertés de la presse, d'exprimer ses opinions et de se battre pour elle sont-elles menacées ? Les manifestations de dimanche répondaient-elles à de l'émotion, à un besoin d'exprimer ses valeurs ou y a-t-il réellement une menace ? Pour ma part, j'ai répondu oui et c'est pour cela que j'ai décidé de manifester au-delà de toutes les ambiguïtés présentes. Nous avons manifesté tout en refusant l'union sacrée. Si cette journée est positive, c'est bien pour cette levée en masse pour la liberté d'opinion pour lequel notre peuple a dû toujours se battre. Il n'est pas acceptable de mourir pour ses idées et en ce sens la mort des journalistes de Charlie Hebdo rejoint aussi celle de Rémi Fraisse. Si cela fait partie des valeurs exprimées par notre nation, en ce sens, c'est un point d'appui pour nous dans notre combat parce que la restriction de nos libertés est une nécessité absolue de ce système pour continuer et amplifier sa domination. Le capitalisme (les mouvements djihadistes en sont complètement partie prenante) a besoin de s'attaquer aux libertés démocratiques. La liberté de la presse et d'opinion font partie des obstacles qu'il a besoin d'affronter. Quand j'écris cela, je n'exprime aucune condamnation vis-à-vis de ceux qui ont refusé d'y aller. En effet, nous sommes des êtres sociaux et nos parcours personnels ont aussi largement influencé nos décisions personnelles. L'essentiel, c'est que les motivations de ce refus ne soient pas incompatibles avec notre identité politique.

Dimension internationale : dans les échanges sur le sujet de ce qui s'est passé, la dimension internationale est peu évoquée, y compris dans nos communiqués. Il me semble que c'est un manque. Bien entendu, ce sont des français qui ont réalisé des attentats sur le territoire national. Dans nos tentatives d'explications, nous voyons combien les inégalités dans notre pays créent des frustrations, des colères. Il y a partout à gauche un sentiment de culpabilisation sur ce que nous ne faisons pas ou n'avons pas fait. Mais la situation actuelle de nos quartiers suffit-elle pour en faire des terrains de terrorisme ? Avec toute la prudence qui doit nous guider, ma réponse est non. Ces individus ont exprimé la haine qu'ils ressentent par les attentats et les crimes qu'ils ont commis. Mais pour qu'il y ait terrorisme et passage à l'acte, la haine ne suffit pas. Tous les individus, quels qu'ils soient ont besoin de donner un sens à leurs actes, ceux qui ont commis ces actes aussi. Ils avaient besoin de trouver un sens idéologique et politique à leur haine. Or, c'est principalement lors des

séjours à l'étranger qu'ils ont trouvé les éléments idéologiques structurants qui leur ont permis ces passages à l'acte. C'est pour cela que je pense que ces attentats ont à la fois une dimension nationale et internationale. Les solutions ne peuvent donc se situer seulement chez nous. Si ces attentats ont une dimension internationale, la conséquence politique en est que l'égalité et la démocratie en France ne suffisent pas pour nous mettre à l'abri du terrorisme. Il y a d'autres réponses complémentaires.

La bataille politique à mener devrait donc inclure la démocratisation des relations internationales, la lutte contre le colonialisme. Egalité et démocratie sont des enjeux qui sont aussi vrais à l'international que dans notre pays. Les interventions qui se sont déroulées depuis 2001 n'ont été que des opérations militaires qui n'ont jamais débouché sur une amélioration de la vie des peuples. L'impunité dont jouit l'Etat d'Israël est insupportable au regard des droits des peuples.

Ce qui me frappe également, c'est que l'origine idéologique des attentats se trouve principalement dans les pays du Golfe, c'est-à-dire dans les pays les plus engagés dans le canevas du capitalisme international. Et ces pays sont très peu touchés par le terrorisme alors même qu'ils sont les partenaires économiques les plus liés aux USA dans le monde arabe. La liste des dirigeants qui vont aller rendre hommage au monarque défunt fait froid dans le dos. C'est pour cela que le terrorisme tel que nous le voyons est tout sauf une remise en cause de la domination capitaliste et qu'il doit donc être combattu pour ce qu'il est vraiment, un des instruments parmi d'autres de la perpétuation de ce système.

L'égalité, la démocratie, la laïcité sont des principes politiques du vivre ensemble et non la réponse au terrorisme. Dans tous les arguments employés pour expliquer les raisons des attentats, la crise sociale est la raison largement évoquée qui ferait que sans repères sociaux ou familiaux, des individus tombent dans le terrorisme. Du coup, c'est au nom de la lutte contre le terrorisme que l'on devrait développer l'égalité et la démocratie. Mais comme chez ceux qui nous gouvernent, il est hors de question d'accorder l'égalité et d'arrêter les discriminations, il n'y aura que du saupoudrage. Cette argumentation, celle que va développer Valls amènera au clientélisme. Et le clientélisme, cela mène aux mafias et au contraire de ce dont nous avons besoin. Un des bons exemples, c'est ce qu'a réalisé Dassault à Corbeil-Essonnes. Pour Ensemble !, je pense qu'il est absolument nécessaire de réaffirmer que l'égalité et la démocratie représentent notre identité politique quelque soient les circonstances politiques et non d'abord une réponse au terrorisme.

L'égalité, la démocratie, la laïcité ne suffisent pas pour éviter les attentats. Parce que ceux qui commanditent ces attentats dans le Golfe sont intégrés dans la dynamique du capitalisme, ont les moyens financiers pour commanditer de tels actes, la réponse sociale et démocratique en France et dans le monde n'aura que peu d'effets face à ces menaces. Pour éviter ces attentats, il doit donc y avoir également une dimension sécuritaire dans la réponse politique que nous devons apporter. Cette réponse n'est pas en France dans la diminution des libertés publiques (Patriot act) ou la surveillance généralisée d'Internet ou un regroupement des personnes à risque dans les prisons. Elle n'est pas dans le monde par la conduite de guerres répétées. Ce n'est pas un sujet parmi les plus faciles à débattre chez nous mais les moyens et les missions de police, de justice, de défense dans le cadre de la réglementation et d'un débat démocratique me semblent nécessaires. En acceptons-nous l'idée ou en rejetons nous le principe ? Quelle police, quelle justice en France ? Quelle défense nationale et quelle politique internationale, quelles interventions mène-t-elle dans le monde ?

Concept de Racialisation : Dans certaines discussions, le concept d'islamophobie a été évoqué. Eric Fassin a, par exemple, grandement contribué à nous éclairer sur les politiques raciales menées par les « Politiques » et lui a donné ce nom de racialisation. Le débat qui avait eu lieu sur le stand d'Ensemble ! à la Fête de 'Huma était particulièrement intéressant. Ce qu'il en dit dans Cerises aussi « C'est l'envers des politiques économiques menées par les majorités successives : les boucs-émissaires servent à en distraire et à diviser les classes populaires en faisant miroiter la valeur (illusoire) de la "blanchité" contre des "vauriens" racisés. Ces politiques néolibérales de racialisation légitiment les idéologies de partis racistes et les pratiques sociales discriminatoires : le troisième âge de l'antiracisme ne saurait donc faire l'économie de ce combat nouveau.» La racialisation est donc une politique délibérée menée par le pouvoir et a une finalité politique précise. Il ne s'agit pas seulement de discriminer, il s'agit avant tout de diviser les victimes. Chaque culture, chaque identité a sa place dans ce dispositif. Il y a des degrés de racialisation. Pour les pouvoirs, il y a à l'évidence un problème musulman. Mais le pouvoir est prêt à les accepter à condition que leur identité religieuse n'interfère pas dans le domaine public et qu'ils acceptent comme l'ensemble des immigrés de travailler pour pas cher pour nos chères entreprises. Mais regardons combien c'est encore différent pour les roms. A eux, on ne leur permet même pas de travailler pour pas cher puisqu'on leur interdit de travailler au nom d'une supposée incapacité à s'intégrer dans la société française. Il ne s'agit pas d'une interprétation mais de discours officiels de Valls sur la question. La bataille contre la racialisation et le racisme ne peut donc être subalterne.

L'antisémitisme. La communauté juive pas visée par cette racialisation du pouvoir. C'est pour cela que le 2 poids, 2 mesures est si fortement ressenti par la communauté musulmane. Pour autant, notre condamna-

tion de l'antisémitisme doit être sans équivoque pour deux raisons.

La première, c'est qu'elle fait des victimes. Il n'y a pas davantage de raison de mourir pour son identité religieuse que parce qu'on est un journaliste. La seconde est en lien avec notre conception de l'émancipation. Ceux qui commettent ces actes antisémites devraient se retrouver dans le combat contre le système à nos côtés. En commettant ces actes, ils affaiblissent la bataille de l'émancipation.

Que faire maintenant ? Ce qui est certain, c'est que la situation politique n'est plus la même. Dans les contradictions de la situation, nous devons appuyer tout ce qui relève de l'émancipation :

- la liberté d'opinion, de conscience, de la presse
- l'égalité et la démocratie pour tous, sans exception

Nous devons combattre tout ce qui participe à son affaiblissement :

- le racisme, la racialisation
- les mesures contre les libertés publiques

Dans tout ce qu'il y a à faire aujourd'hui, je proposerai bien qu'Ensemble ! se saisisse de la situation de ce jeune blogueur en Arabie Saoudite, Raef Badaoui. Il a été condamné à 10 ans de prison dans son pays et à recevoir 1000 coups de fouet. Une campagne pour sa libération en notre nom ou accompagnant ceux qui viennent de la débiter (Amnesty International) permettrait de faire le lien entre les pays qui accueillent les théologues du terrorisme, le capitalisme, l'universalité de la liberté de conscience, d'opinion et d'expression. Cela montrerait aussi la duplicité de ceux qui nous gouvernent parce qu'ils n'attaqueront jamais les rois du pétrole. Et puis surtout, il lui reste 9 ans de prison et 950 coups de fouet à recevoir. Insupportable !!

A propos d'organisation et de fonctionnement

Pierre Zarka

A la veille de notre AG, je pense que nous ne sommes pas au bout de nos réflexions sur le fonctionnement et à travers cette question, sur ce que nous sommes (le serons-nous un jour ?). Ce qui me conduit à souhaiter que nous revendiquions le provisoire et que nous évitions de vouloir graver des modes de fonctionnement dans le marbre. Pour moi, écrire ceci n'est pas de l'ordre de l'aigreur, nombreux sont ceux parmi nous qui auraient apprécié avoir eu, les problèmes que je vais aborder il y a dix ans.

Il est possible qu'à notre insu nous ayons une vision anhistorique de l'organisation collective que nous sortions les principes d'organisations de toute historicité, comme s'ils découlaient de règles intangibles ou presque. Je m'explique à l'aide d'un petit détour.

On évoque souvent les traditions françaises. Faisons attention, l'Histoire est toujours celle écrite par les vainqueurs. Or en 1792, en 1848, lors de la Commune (pas seulement à Paris : notamment Lyon, Le Creusot... et d'autres) les événements ont été poussés par ce que nous pourrions appeler aujourd'hui un courant autogestionnaire. A chaque fois, il a été réduit non du fait de son propre échec mais écrasé dans le sang. Or ce qui le caractérisait, était la volonté d'affaiblir le plus possible la distance entre ce qui sépare le dedans et le dehors des participants aux clubs et d'associations.

Pourquoi ce détour ? Parce que la forme parti, ne constitue pas un progrès linéaire entre 1789 et aujourd'hui, comme si chaque étape historique se situait simplement dans la continuité de la précédente, un peu comme on passe les vitesses sur une voiture. La troisième République, fondée notamment par des monarchistes reconvertis comme Thiers ou Mac-Mahon, a pensé l'éloignement du peuple ouvrier de la politique en lui concédant le suffrage universel (masculin et franco-français) ce qui est un progrès incontestable mais a été aussi pensé comme moyen d'intégration, comme moyen aussi de meilleure connaissance des exploités par les possédants. La forme Parti qui en a découlé, renvoie à la dissociation, alors nouvelle, entre République ou Démocratie et Révolution, (ou à l'après-Révolution chez Lénine) renvoyant le rôle du peuple aux seules élections. Toute autre forme d'intervention du peuple n'étant soit que du ressort de l'obéissance soit d'un droit strictement individuel à avoir ses opinions. Les manifestations collectives, étant considérées comme anomalies et dysfonctionnements. L'échec des barricades et des clubs a été interprété comme l'échec de l'irruption populaire. Mais interprété par qui tout d'abord ?

Je reviens à aujourd'hui : comment expliquer que les partis et les syndicats soient en gros discrédités et que les associations ont la cote ? Est-ce vraiment le fait d'un recul idéologique que de tirer des enseignements du piétinement des quarante dernières années ?

Cela me ramène à Ensemble. Je pense que nous avons encore besoin de mieux préciser quelle est la fonction d'Ensemble. Evoquer la transformation sociale à peut-être l'avantage du flou mais ne suffit pas. La fonction d'Ensemble n'est-elle pas de favoriser l'accès de tous à la critique, à l'élaboration, à l'action collective (et à sa maîtrise) et à pouvoir imposer ? Nous sommes loin de l'élite politique, l'avant-garde qui ensuite avec pédagogie explique aux ignorants pourquoi il faut nous soutenir. Je suis un peu ennuyé par le fait que toute référence à la notion « d'auto-organisation » ait disparu de nos discours.

Quelles conséquences pour nous ? Pour l'instant, j'en vois au moins deux :

La porosité entre le dedans et le dehors, c'est-à-dire le fait que l'organisation n'est pas celle d'une élite mais celle qui permet de fondre en un même mouvement citoyenneté pleine et action révolutionnaire. Cela induit qu'Ensemble conserve sa lancée de regrouper en un mouvement assemblé mais composite, ce que j'appelle souvent le caractère fédératif. Telle est la société des dominés.

Considérer que toute verticalité dans le fonctionnement porte atteinte au point précédent de manière irrévocable. Cela pose une question quant à nos étagements. Dans la culture politique « acquise » l'efficacité est assimilée au plus petit nombre. Il est vrai qu'il est plus facile de se parler à 15 qu'à 10.000. Mais quant à l'efficacité, on ne peut s'empêcher de penser que cette apparente évidence est au cœur de tous les échecs du XXème siècle, et là sans effusion de sang. Pour moi, ce sont les collectifs locaux qui sont ce sur quoi tout repose (le mot base a été singulièrement déprécié). Ils sont les morceaux de sociétés en action. Le reste est là soit pour leur donner une dimension qui dépasse leur périmètre d'action, soit ne sert à rien. Le Collectif national doit donc être le lieu d'échanges, de mutualisation qui permette à ce qui est divers et particulier de produire une force commune. Cela suppose que ses sessions soient plus fréquentes et préparées par des débats (sur les listes) ; débats qui deviennent davantage la base de départ de ces sessions. Cela suppose que devant chaque question qui surgit (ou ne surgit pas assez) la fonction essentielle de l'EAN soit d'animer ces échanges et que ce soit cet exercice qui légitime son rôle de représentation.

Ces questions ne sont pas abstraites : hormis la partie « historique », elles ont été abordé à peu près dans ces termes dans le collectif de Saône et Loire (nous sommes désormais 20) et lors d'une réunion du « grand Est lors d'un collectif national à propos du fonctionnement).

Bien à vous.

Quel antiracisme ? Comment ? Propositions.

Emre (Paris 19°)

Rappels sur le racisme

- 1) Le racisme est intrinsèquement lié au capitalisme en tant qu'instrument de division de classe, suscitant et cultivant les préjugés des travailleurs-ses ne subissant pas le racisme envers les racisé-e-s.
- 2) Le racisme doit ainsi être considéré comme le produit d'un système de domination qui se traduit par un discours « légitime » de stigmatisation et de mépris, et peut aller jusqu'à prendre la forme de dispositions institutionnelles.
- 3) Le racisme n'est donc pas une expression ou une manifestation individuelle mais un phénomène social structurel *produit* par la bourgeoisie dominante et qui lui sert. Les points 1 à 3 soulignent l'articulation anticapitalisme/antiracisme *mais n'épuisent pas les multiples aspects de la réalité du racisme.*
- 4) Il existe pour chaque période un ou des racismes, aux cibles et aux lexiques spécifiques, structurellement mis en œuvre par la classe dominante et l'appareil d'Etat. En France, aujourd'hui, il s'agit principalement de l'islamophobie (racisme « culturel » avec le redoutable piège de l'instrumentalisation d'une interprétation pervertie de la laïcité...), de la négrophobie et du racisme anti-roms.
- 5) L'histoire moderne a entraîné la succession de racismes structurels. Ainsi des racismes ne sont plus structurellement mis en œuvre par la classe dominante mais n'ont pas disparus et ont pu se recycler avec des ressorts différents de ceux de leurs origines. En France, il s'agit principalement de l'antisémitisme.
- 6) Les racismes décrits aux points 4 et 5 doivent être toutes deux combattues mais ne s'analysent ni ne se combattent de la même manière.

Quel antiracisme ?

7) En raison du point 5, la formule « nous sommes contre tous les racismes » est nécessaire. Un acte raciste est condamnable et il n'existe pas de discussion sur des degrés de gravité des actes.

8) Mais en raison du point 6, cette formule est insuffisante : elle ne permet pas de se saisir la spécificité des racismes structurels de la période qui nécessite de se confronter à l'appareil d'Etat.

9) Le combat contre qui relève du racisme d'Etat dominant (point 4) constitue une dimension non-négligeable du combat contre la forme de racisme décrit dans le point 5.

La question des mobilisations antiracistes

10) Le mouvement antiraciste est en crise et cela s'insère dans une crise générale. Il existe un décalage important entre les organisations antiracistes traditionnelles et la population racisée la plus touchée, celle des quartiers populaires.

11) Combattre effectivement la division provoquée par une oppression n'est possible qu'en placent au centre celles et ceux qui font l'expérience de cette oppression. L'organisation autonome des opprimé-e-s face à leur oppression est donc nécessaire et légitime. Cela est valable pour les racisé-e-s, pour les femmes, pour une nation opprimée dans un cadre impérialiste...

12) Les points 11 et 12 signifient que dans le contexte actuel, moins que jamais, la perspective de l'antiracisme ne peut se résumer à la simple unité des organisations antiracistes.

13) Toutefois, ces organisations ne doivent pas être rejetées, comme si elles ne pouvaient pas être des alliés et/ou des leviers significatifs, et leur unité n'est pas anecdotique.

14) Les points 13 et 14 signifient qu'il y a donc un double impératif : A) autonomie de la lutte des racisé-e-s qui jouent un rôle central dans la lutte contre le racisme B) ne pas se complaire dans une posture minorisante se délectant des divisions de l'antiracisme.

Unifier dans la pratique, une proposition

15) Dès lors, une tâche paraît prioritaire (mais non exclusive d'autres tâches) dans le combat antiraciste de classe : organiser une réponse contre une manifestation du racisme dominant, d'Etat, susceptible de fédérer les racisé-e-s, les militants des quartiers populaires, les organisations antiracistes au-delà des débats qui traversent tous ces secteurs (sans que cela signifie mettre de côté les débats militants)...

16) Plusieurs pistes peuvent exister en ce sens. Le projet de déclaration politique pointe la question du contrôle au faciès qui peut être féconde pour une campagne unitaire, large. Un collectif sur cette question existe d'ores et déjà, elle n'a toutefois pas l'ampleur qu'elle pourrait avoir et les organisations militantes de gauche se sont peu ou pas emparés de la question.

18) Cette proposition semble avoir plusieurs avantages : elle s'attaque à une expérience quotidienne, s'inscrit d'emblée dans le cadre du racisme d'Etat et peut faire l'objet d'un large accord.

19) Cela ne serait en aucun cas une solution miracle, ni exclusive d'autres propositions, mais elle pourrait permettre d'unifier autour de tâches pratiques communes tout en constituant un modeste moyen d'accès aux populations discriminées des quartiers populaires. Ne serait-ce que cela serait un petit pas en avant... mais nous partons de loin et n'avons pas d'autre choix que de trouver des moyens d'avancer.

Amendements à la Résolution Fonctionnement *Collectif Charente-Maritime (17) et 86*

Dans un premier temps, nous allons définir les raisons de notre positionnement, et transcrire dans un deuxième temps nos amendements.

Nous avons créé notre association en septembre 2013 (an avant-garde, hou la la !!) avant les Assises de ce qui deviendra Ensemble par fusion d'organisations existant au niveau national (incluant un militant GU) et de non encartés au plan départemental¹.

Nous écrivions à ce propos « que bien des débats sont en fait transversaux à chacune de nos organisations. Barricader leur développement et leurs conclusions dans chacune des organisations serait complètement stériles. »

Ce qui ne nie en rien au fait que « la diversité de nos expériences et de nos apports permettent d'enrichir notre réflexion commune pour faire du neuf ». Nous ne sommes donc pas favorables à une confédération ou fédération d'organisations. Par contre des courants de pensée librement choisis par les adhérents sont parfaitement possibles, sans que ceux-ci soient la base de la constitution des organes de « direction-coordination-animation-application... »

Nous écrivions également que nos « différences antérieures relèvent de contextes politiques d'une autre époque ». Ainsi la fusion d'ensemble nous permet de développer nos réflexions programmatiques et stratégiques propres, en intégrant ce qui nous semble encore pertinent pour le redessiner au regard de la situation de notre époque.

Quelles conséquences fonctionnelles à cela ?

La base de notre mouvement ce sont les collectifs locaux. Ceux-ci sont composés de militants d'organisations ou non. Ce sont des adhésions individuelles, même si par ailleurs, certains militants gardent une appartenance à des organisations maintenues ou nouvellement arrivées. Un homme, une femme, une voix. Le vote par ordre, non. Le vote par tête, oui. Ceci permet de coupler 2 exigences, le droit individuel à exprimer son opinion, qu'elle soit ou non le reflet de l'appartenance à une organisation, et de construire du consensus. Donc, pas de cotisations collectives non plus. La cotisation pouvant être un excellent moyen de pression.

Composition du Collectif national et de l'EAN au regard du point précédent. Le débat le plus frictionnel porte sur la présence au sein de ces 2 instances des représentants des composantes d'origine. Nous jugeons la volonté de certaines organisations² qui se sont dissoutes (C&A) ou qui vont sans doute le faire (GA) de vouloir rester dans les organes de décisions en tant que telles assez paradoxale et pour tout dire peu démocratique. Comment une organisation dissoute peut-elle encore avoir des représentants dans les instances d'Ensemble ? Mandatés par qui ? Sur quoi ? Il est dit que c'est une garantie pour d'autres courants, organisations qui voudraient nous rejoindre. On peut facilement imaginer qu'il leur soit donné un temps de vérification de la pertinence de leur choix, comme nous l'avons fait pour nous-mêmes. Il est dit également que cela empêcherait qu'un courant écrase les autres ? Deux remarques. Une, c'est une belle naïveté. Ceux qui voudraient s'imposer n'ont pas forcément besoin de « courants » officiels. La vie de toutes les organisations est truffée de telle expérience. Deux, si on prend comme critère de choix la réalité de l'investissement des camarades pressentis à faire vivre les collectifs locaux, il nous semble que cela limite sérieusement cette possibilité. Il va de soi par ailleurs, que ce sont les collectifs locaux qui proposent le(s) nom(s) de tel(le)s camarades. On devrait aussi discuter de la durée des mandats des membres de l'EAN.

Consensus et droit à la minorité. Tout ce qui est dit sur la recherche de consensus en positif est une excellente chose. Y compris sur les risques inhérents à ce type de processus. La solution d'une majorité qualifiée y répond. Reste la question de qui a la prérogative de « fabriquer » le consensus, à quel niveau. ? Est-ce l'EAN, les commissions ad hoc lors des CN ? L'empilement des consensus de la base au sommet peut amener à des résultats non prévus au départ. Et quelle place aux opinions minoritaires ? Droit de réserve est la réponse. Dans la séquence Charlie, cela a été un peu plus loin. Non seulement les camarades opposés à la participation ont maintenu leur position, mais ont également appelé à ne pas y participer. Ce qu'ils ont logiquement fait. Il ne s'agit donc plus seulement d'une opinion, mais de l'exercice du droit à faire autrement que la majorité qualifiée. Il faut acter cette possibilité. Aucune règle de fonctionnement, même la plus rigoureuse, ne peut résoudre les questions politiques.

¹ Si on pouvait trouver une étiquette qui définirait ces militants autrement que par la négative, qui en creux pose la prééminence des « encartés », ce serait hautement souhaitable. Le concours est ouvert.

² Si on veut être sérieux et précis, les composantes sont des organisations, quels que soient leur mode fonctionnement, leur mécanisme de prise de décision, donc de pouvoir interne, leur nombre, etc.

Propositions pour un Fonctionnement rationnel et efficace d'ENSEMBLE ! *Contribution du secrétariat de la FASE*

Après la tenue de la CAN en décembre dernier, Une réunion du secrétariat de la FASE s'est tenue le 9 janvier 2015 afin de procéder à la mise en œuvre des décisions prises. Nous y avons discuté en particulier du point de consensus atteint par le groupe de travail sur la question de l'organisation et du fonctionnement de l'EAN d'ENSEMBLE !.

Avec beaucoup de retard, voici les conclusions et propositions auxquelles nous sommes parvenus :

En préambule : Le secrétariat enregistre avec satisfaction les progrès d'ores et déjà réalisés dans le fonctionnement de l'EAN, notamment grâce à la mise en place d'une ébauche de secrétariat chargé de gérer la préparation des tâches pratiques résultant des impératifs de l'actualité politique et des décisions prises par l'EAN.

De même, il estime que les points de consensus atteints dans le cadre de la préparation de l'AG de fin janvier sont positifs.

Pour autant, beaucoup reste à faire pour hisser ENSEMBLE ! à un niveau d'organisation et une capacité à fonctionner de manière efficace correspondant à ses orientations fondamentales et aux responsabilités politiques que nous prétendons assumer, tant au niveau local qu'au niveau national. D'où un certain nombre de remarques et de propositions que nous formulons ici, afin que les collectifs puissent en discuter et que l'AG de fin janvier puisse se prononcer.

1 : Comme nous l'avons déjà fait savoir, si l'on excepte quelques cas particuliers, la plupart des collectifs FASE se sont fondus dans ENSEMBLE aux côtés des autres composantes et n'ont plus de fonctionnement autonome dans notre organisation commune, d'où le processus de dépérissement adopté à une très large majorité de notre CAN et aujourd'hui engagé. Cela dit, une certaine réserve s'est exprimée de la part de plusieurs d'entre eux sur le mode de fonctionnement actuel de notre organisation, jugé trop vertical et centralisateur. Nombre de camarades ont, de ce point de vue, émis l'idée que si ENSEMBLE devait prendre la voie – explicitement ou de manière plus furtive – de la construction de fait d'un nouveau parti centralisateur, la question d'une renaissance de la structure FASE pourrait se poser.

Dans l'immédiat, la plupart des collectifs se disent bien décidés à continuer à fonctionner de manière autonome, selon des modalités décidées sur le terrain par les militants eux-mêmes (ceci concerne, en particulier, la comptabilisation des adhérents et des cotisants à ENSEMBLE !).

2 : La question du mode d'organisation du pluralisme dans la composition de l'EAN et du CN continue de faire débat. Certains estimant nécessaire de maintenir, au sein de l'EAN, une représentation ès-qualités des courants d'idées qui concourent au fonctionnement de notre mouvement, d'autres estimant au contraire que notre objectif commun étant de construire une organisation politique unifiée et homogène, il n'y a pas lieu de « réserver des places » pour les dits courants politiques constitutifs du mouvement, qu'ils soient membres fondateurs ou pas.

A cet égard, le compromis trouvé entre les membres du groupe de travail de l'EAN consistant à affirmer la volonté de préserver le pluralisme au sein de l'EAN sans préciser l'appartenance d'origine de ses membres ni un nombre de « places » réservées à priori a semblé satisfaisant.

3 : La question d'une efficacité améliorée du mode de fonctionnement de l'EAN en liaison avec l'activité des collectifs locaux reste posée, malgré les avancées signalées ci-dessus.

Il ressort de ces trois points les propositions suivantes :

1) : L'engagement des militants d'ENSEMBLE passe, pour l'essentiel, par une implication dans des collectifs locaux autonomes dans leur mode d'organisation et de fonctionnement. L'activité de ces collectifs est coordonnée aux niveaux nécessaires par des structures délibératives et éventuellement exécutives (qui peuvent être temporaires, comme dans le cas de l'organisation d'une campagne électorale régionale, par exemple). Ce sera aux collectifs locaux de décider, entre eux, du niveau local (départemental, régional...) de leur coordination en fonction d'impératifs fonctionnels.

2) : l'organe délibératif d'ENSEMBLE est le **Conseil National**, tandis que l'EAN n'en est que l'exécutif, chargé de mettre en œuvre, au quotidien et en fonction de l'actualité politique nationale, les orientations adoptées en CN.

Il résulte de ce principe que L'EAN doit être organisée avant tout de manière fonctionnelle, chacun de ses membres acceptant d'y assumer une tâche précise, dont la liste devra être dressée et connue de tous. Devraient y figurer, en particulier, les camarades chargés de représenter l'organisation vers l'extérieur (ex : partenaires du Front de Gauche), l'activité des élus, celle du secteur « Communication » ainsi que les responsables des principales commissions.

Et quelques autres en perspective pour que l'EAN joue son rôle

3) : La question qui se pose est d'organiser ce travail en ayant le souci permanent de prendre en compte la réalité de l'activité et de la réflexion des collectifs locaux.

C'est pourquoi nous proposons que l'EAN se dote d'un véritable secrétariat opérationnel composé de quelques camarades (4 ou 5 devraient suffire) chargés d'assurer une relation permanente entre les membres de l'EAN et les collectifs locaux. En cas de besoin, ce collectif pourrait, entre autres, procéder à des consultations express en cas de décision difficile à prendre rapidement en fonction de l'actualité sur des questions non traitées par le CN.

De ce point de vue, des progrès importants ont été réalisés ces derniers mois, un certain nombre de camarades assumant de fait des tâches d'organisation et d'animation du mouvement. Mais ils sont trop peu nombreux, et surtout leurs responsabilités n'ont jamais été clairement définies, l'essentiel reposant sur les bonnes volontés individuelles des uns et des autres. Nous pensons qu'il faut très rapidement clarifier cette situation.

Par ailleurs, une grande part de ce travail pouvant se faire par téléphone ou par internet, des camarades de province, même éloignée, pourraient assez facilement assumer diverses tâches en fonction de leur disponibilité, ce qui permettrait de mieux intégrer des camarades animateurs de collectifs locaux à l'activité nationale.

4) : *Dans cette perspective, il est nécessaire que soit dressée et rendue publique au plus vite une liste exhaustive des collectifs locaux constitutifs d'ENSEMBLE !, faisant mention de leurs effectifs réels (modes d'organisation) ainsi que de leurs principaux animateurs (trésoriers...). Une première ébauche de cette liste pourrait être constituée à partir des ex collectifs connus des responsables des composantes fondatrices.*

5) : *Ce secrétariat opérationnel devrait être complété par trois ou quatre camarades un peu disponibles chargés de préparer les réunions de l'EAN et celles du CN (ex : préparation de dossiers), et de veiller au suivi des décisions prises ainsi que d'informer l'ensemble des militants responsables de l'activité réelle de notre organisation dans les temps exigés par les aléas de l'actualité et de l'activité des camarades.*

Au total, ce **secrétariat opérationnel** ne devrait donc pas dépasser le nombre de huit à dix camarades gérant ensemble leur travail et assurant à eux tous une présence minimale continue au siège du mouvement.

6) : Avec un rythme hebdomadaire de réunions - en soirée qui plus est,- la question de la participation effective de camarades issus de collectifs de province à l'EAN ne peut être résolue en l'état actuel de nos moyens financiers et organisationnels. Or, contrairement à ce qui relève de la responsabilité du CN, où les camarades délégués par leurs collectifs sont interchangeables puisqu'il s'agit de débattre d'orientations politiques et non d'assumer leur mise en œuvre, le travail d'exécutif exige pour l'essentiel une présence régulière à Paris où se trouve concentrée - c'est un fait qui ne dépend pas de nous - l'essentiel de l'activité politique nationale.

La seule solution qui permettrait d'avancer vers un début de solution à ce problème consisterait à diminuer la fréquence des réunions de l'EAN, afin que des camarades de province acceptent d'y participer, la fréquence des déplacements nécessaires étant rendue plus supportable.

La mise en place d'un **secrétariat opérationnel** dans les conditions décrites ci-dessus permettant d'alléger les tâches des membres de l'EAN, cette option, conjuguée à une répartition des tâches facilitant le travail à distance de la plupart des membres de l'EAN, en particulier ceux venant de province pour les réunions statutaires, devrait permettre de résoudre l'essentiel des problèmes.

7) : *C'est pourquoi nous proposons que l'EAN se réunisse en séance plénière toutes les trois semaines,³ alternant en cela avec les réunions du Conseil National, qui se réunirait une fois toutes six à sept semaines, (en fonction des congés scolaires) soit deux fois par trimestre.*

³ Le rythme proposé ici est indicatif, à discuter, l'essentiel étant de rendre l'EAN véritablement opérationnelle tout en réalisant les conditions pour que des camarades venant de loin puissent y participer à part entière.

(Remarque : Si cette question n'était pas résolue, il faudrait accepter l'idée d'une EAN exclusivement composée de camarades habitant Paris ou sa proche banlieue, pour l'essentiel des retraités n'ayant pas de préoccupations professionnelles ni charge d'enfants, ce qui ne présagerait rien de bon pour l'avenir de notre mouvement).

8) *Afin d'affirmer encore mieux la place décisive des collectifs locaux dans la conception même de l'organisation, nous proposons que les rapports introductifs aux débats du Conseil National puissent être assurés par des camarades issus des collectifs locaux, (qui ne soient pas nécessairement ceux qui sont membres de l'EAN), qui pourront bénéficier, pour ce faire, de l'aide technique et politique des camarades du secrétariat opérationnel.*

José Tovar pour le secrétariat de la FASE, le 21.01.2015